

MIGRATION CITOYENNETÉ DÉVELOPPEMENT MOBILISER ANIMER PLAIDOYER ENVIRONNEMENT
RESSOURCES DURABLES S'ADAPTER ANTICIPER SOUTENIR ACCOMPAGNER MOBILISER
ENTREPRENDRE ANIMER
ACCOMPAGNER
ANTICIPER
MIGRATION CITOYENNETÉ DÉVELOPPEMENT
ENVIRONNEMENT RESSOURCES DURABLES
S'ADAPTER COMPRENDRE MOBILISER



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015

grdr
Migration - Citoyenneté - Développement



L'ACTIVITÉ DU GRDR EN 2015

AFRIQUE

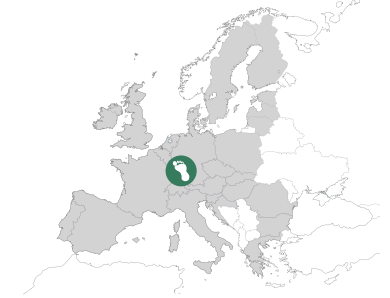
-  Eau et assainissement
-  Développement local et économique
-  Gestion durable des ressources naturelles
-  Sécurité alimentaire
-  Actions sociales et sanitaires
-  Genre femmes
-  Éducation au co développement et plaidoyer
-  Jeunesse
-  Le pôle Sahel du Grdr
-  Le Pôle littoral du Grdr
-  Cellules



FRANCE



EUROPE



SOMMAIRE

LA CARTE DES ACTIVITÉS DU GRDR EN 2015	2	LES PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS DU GRDR	46
AVANT-PROPOS	4	L'ORGANIGRAMME	48
LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE	6	LES CELLULES ET ANTENNES	49
LA MATRICE DE L'ACTION DU GRDR, au cœur de notre projet associatif	8	LES FINANCES	50
« UN SAHEL RICHE DE SES MOBILITÉS » retour sur l'évènement du 12 juin 2015	11	LE GRDR DANS LES RÉSEAUX	52
1 Mobilités humaines et citoyenneté	16	NOS PARTENAIRES	57
2 L'appui aux filières agricoles porteuses et la préservation des ressources naturelles	24	NOS PROGRAMMES	60
3 Les femmes subsahariennes, citoyennes d'ici et de là-bas	30		
4 L'assainissement : un enjeu au cœur des questions de l'eau et de la santé en milieu rural	36		
5 Les défis de l'urbanisation des territoires	42		

© Grdr 2016
Crédits photos : Grdr - Jeff Russel
Impression : ICO imprimerie Dijon
Graphisme : www.marionhuet.com
Tous droits réservés
Juin 2016 - imprimé sur papier recyclé



AVANT-PROPOS

UN CONTEXTE CHARGÉ D'INCERTITUDES

Depuis l'an dernier, dans la zone euro-méditerranéo-africaine, les chocs se sont succédés et superposés. Des tendances lourdes dessinent et structurent les contours de notre avenir. Elles soulignent aussi l'interdépendance entre les peuples et les territoires de la planète.

Sur le plan climatique, le changement s'est amorcé à l'échelle de la planète sur un temps très long, d'échelle historique voire géologique. On en mesure encore très mal la nature, l'ampleur et surtout l'impact sur les territoires et les sociétés.

Sur le plan économique, l'amorce d'un cycle baissier du marché des matières premières favorise les consommateurs que nous sommes, mais pénalise et fragilise les pays producteurs, au risque de réduire la forte croissance économique constatée depuis plus d'une décennie sur le continent africain.

La crise économique qui a débuté en 2008 a elle-même dégénéré en une profonde **crise sociale** sur fond d'aus-

térité. Une **crise politique** s'en est suivie, illustrée par la montée des extrêmes, des nationalismes, des populismes, la banalisation de la violence, la fragilisation de la démocratie et le développement de forces centrifuges dans l'UE.

Depuis 2015, des chocs très rudes se sont superposés : **actions terroristes** ciblant le cœur de l'Europe, l'arc méditerranéen et plusieurs capitales d'Afrique subsaharienne. Les **zones de guerre et de fractures** perdurent au Proche-Orient, au cœur du Sahara, dans la corne de l'Afrique et au sud du lac Tchad. Avec des effets pernicieux sur le débat public, notamment en ce qui concerne les migrations, trop souvent abordées sous l'angle déformant du prisme terroriste... C'est particulièrement le cas en Europe, puisque la solidarité européenne et son système de valeurs sont mis à l'épreuve par **la question migratoire et par les flux de réfugiés** qui traversent le Sahara et la Méditerranée, transformée en un sinistre cimetière marin.

En Afrique sahélienne, la croissance démographique reste très forte et la population très jeune. La croissance urbaine est vigoureuse et les villes attractives, lieux privilégiés de brassage des hommes et des idées, d'innovation et de progrès. Les campagnes restent peuplées. Ces atouts sont autant de défis en termes d'éducation, de formation et d'emploi, d'accès aux biens et aux services, d'aménagement et de gouvernance des territoires. Des changements que le Grdr accompagne, partout où il est présent, en partenariat avec les autorités et les associations locales.

L'ANNÉE 1 DE NOTRE PLAN D' ACTIONS TRIENNAL, dont les grandes orientations ont été validées par l'AG en 2015, se poursuit à travers un travail collectif. Salariés, membres des Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) et membres du conseil d'administration ont échangé tout au long de cette année 2015, avec en perspective la **territorialisation de notre plan d'actions**, l'appropriation collective de la **matrice du Grdr** et l'élaboration d'une **grille d'indicateurs de suivi**, à l'intersection de notre projet associatif et de notre action sur le terrain.

Pendant ce temps, la vie associative locale s'est affirmée dans les territoires autour des conseils d'orientation et de suivi. Les fonctions support se sont renouvelées et consolidées, notamment les ressources humaines, le service administratif et financier, la communication. Les grands équilibres économiques et financiers ont été maintenus. De nouveaux espaces s'ouvrent comme par exemple en Afrique du Nord. L'activité au sein de nos réseaux reste forte et notre engagement au sein de *Coordination Sud* et du *Groupe Initiatives* très porteur.

Le Grdr a donc eu en 2015, de réels motifs de satisfaction. La pertinence de son discours et la qualité de ses actions autour des mobilités et de la gouvernance citoyenne des territoires sont une raison d'espérer et contribuent à bâtir ce monde meilleur que nous appelons de nos vœux, dans un esprit de partage et de solidarité.

Arezki Harkouk, directeur exécutif
Francis Monthé, président du conseil d'administration

LES TEMPS FORTS

EN 2015

JANVIER

+ 30 et 31 janvier : **le Grdr participe au forum Défi Sud 3**, à la Maison des associations de Solidarité Internationale de Paris (13^{ème}).

FÉVRIER

+ 7 Février : **formation « Comment utiliser des outils d'éducation au développement ? »** à destination des fédérations des associations de migrants (FADERMA, IDD, CADERKAF).

1 **+** 10-21 février : **ateliers nationaux d'analyse des politiques de sécurité alimentaire agricole et pastorale**, à Bakel (Sénégal), Kayes (Mali) et Kaédi (Mauritanie).

+ 23 février : **atelier de lancement de deux projets de gestion des ressources naturelles dans le Karakoro** à Sélibaby (Mauritanie).

MARS

2 **+** 20 mars : **restitution de l'étude « La dimension locale de la dialectique migration/développement : le cas France-Sénégal »** dans les locaux de l'Agence française de développement (AFD).

+ 28 Mars : **journée « Concertation et accompagnement »** à Montreuil dans le cadre du programme d'appui aux initiatives de co-développement de la diaspora sédhioise, avec la participation des ressortissants de Sédhiou installés en France.



AVRIL

+
1^{er} avril : séminaire « **Regards croisés : migrations, environnement et changement climatique** », organisé par la fondation Nicolas Hulot à l'occasion de la restitution de l'étude menée par le Grdr « **Le système alimentaire de la Région de Dakar** ».

MAI

+ 16 Mai : **rencontre-débat « Jeunesse, Environnement, Changement Climatique : quels enjeux et perspectives ? »** pour sensibiliser le public migrant et les jeunes sur les enjeux du développement durable.

JUIN

- +** 12 Juin : **événement phare de l'année : soirée-débat « Un Sahel riche de ses mobilités »**, à Paris pour donner la parole sur le Sahel aux Sahéliens
- +** 13 juin : **assemblée Générale du Grdr** à Paris
- +** 18 Juin : **temps d'échanges « Migrants, acteurs et vecteurs de l'économie solidaire »** avec l'Espace

Migration et développement de Kayes (EMDK - Mali).

+ 25 juin : **Francis Monthé est élu Président du Grdr par le Conseil d'Administration**. Il succède à Michel Colin de Verdière.

JUILLET

+
3 **lancement de la distribution alimentaire gratuite en région de Kayes, au Mali**, à la demande du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) malien pour venir en aide aux populations rurales en difficultés durant la période de soudure.

SEPTEMBRE

+ 3 septembre : **atelier préparatoire des assises nationales des jeunes au Mali, en partenariat avec le Conseil National de la Jeunesse Malienne en France**.

OCTOBRE

+ 14 octobre : **clôture de la première édition de l'Ecole Régionale des Projets (ERP)** à la Cité des Métiers de Paris-La Villette.

NOVEMBRE

+ 18-27 novembre : **festival itinérant « Regards sur l'Autre »** animé par l'équipe du Grdr en Nord-Pas de Calais.

+
4 28 novembre : **forum « Jeunesse, Migration et Humour »** : remise des prix aux lauréats du prix « *J'M, Jeunesse et Migration : ensemble pour une planète durable et solidaire* ».

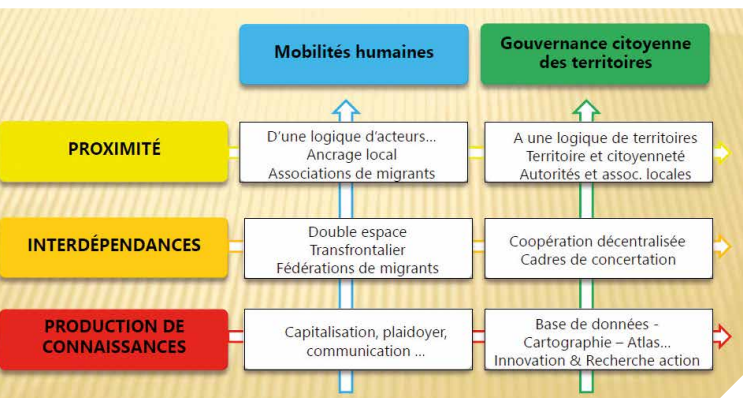
DÉCEMBRE

+
5 8-21 décembre : COP 21, **événement « Crise climatique au Sahel : penser local, agir global »** avec le Grdr aux côtés du CCFD-TS et d'Eau Vive.

+ 23 décembre : **atelier de clôture à Nouakchott du programme Eau et Assainissement dans le Gorgol et le Guidimakha (PEAGG)**.

LA MATRICE DE L'ACTION DU GRDR

AU CŒUR DE NOTRE PROJET ASSOCIATIF



Depuis l'inter-équipe de novembre 2014 qui s'est tenue à la Cité des Métiers de Paris - La Villette, le Grdr a entrepris un processus collectif d'élaboration de son plan d'action triennal (2015-2018). Celui-ci a été validé par l'Assemblée Générale du 13 juin 2015. Les échanges ont permis de faire émerger les repères qui structurent le projet associatif du Grdr. Ils ont été synthétisés dans une grille d'analyse désormais appelée « Matrice du Grdr ». Elle fait ressortir les deux

grands piliers de notre action, les « Mobilités humaines » et la « Gouvernance citoyenne des territoires ». Deux piliers qui croisent à leur tour trois axes au cœur de notre activité : l'approche de proximité, la valorisation des interdépendances entre les territoires et la production de connaissances.

LES DEUX PILIERS DE NOTRE ACTION : LES MOBILITÉS HUMAINES ET LA GOUVERNANCE CITOYENNE DES TERRITOIRES

Mobilités humaines : le Grdr est l'une des rares associations de solidarité internationale à mener, depuis sa création, des activités de solidarité et de renforcement des capacités aussi bien en France (de plus en plus à l'échelle européenne) qu'en Afrique de l'Ouest. À travers l'interaction portée par l'immigration entre les deux continents, le Grdr construit, depuis 1969, une approche qui permet d'intégrer les mobilités humaines au cœur du développement territorial. En effet, l'expérience acquise montre que les migrants sont porteurs de projets, de connaissances, de savoir-faire, de compétences qui contribuent

aussi bien au développement de leur territoire d'origine que d'accueil. À ce titre, le Grdr se mobilise pour porter un discours positif sur les migrations et pour que les migrants soient d'abord des citoyens pleinement intégrés dans les cadres de concertation de leurs territoires de vie et d'origine.

Gouvernance citoyenne des territoires : quelles que soient les thématiques de son action (développement local, appui à l'entrepreneuriat, sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles et respect de l'environnement, etc.) le Grdr a le souci constant d'impliquer directement les acteurs locaux (autorités locales et traditionnelles, coopératives, société civile) qui connaissent mieux que quiconque le territoire et ses besoins. L'objectif est de contribuer à une maîtrise locale de la décision et de l'action au plus près des citoyens. Que ce soit en accompagnant des porteurs de projets issus de la migration, ou en appuyant les initiatives des collectivités locales et de la société civile, le Grdr adopte à travers toutes ses actions une approche visant à prendre en compte la voix des plus défavorisés, souvent les femmes et les jeunes.

LES AXES DE NOTRE ACTION : PROXIMITÉ, INTER-DÉPENDANCES, PRODUCTION DE CONNAISSANCES

Les deux piliers précédemment cités, se déclinent en 3 axes qui sont au cœur des métiers du Grdr.

Une approche de proximité consacrée par l'ancrage local, fort et ancien, du Grdr sur les territoires de vie et

d'origine des travailleurs migrants. Sur les territoires d'action du Grdr, une base associative militante et citoyenne le rend proche des associations de migrants, des coopératives agricoles, des groupements féminins, des élus locaux, des services déconcentrés de l'état ...

La prise en compte des interdépendances est consacrée par les activités « double-espace » du Grdr. Dans un monde de plus en plus connecté et globalisé, les enjeux de développement durable transcendent le cadre étroit des frontières. Plus que jamais, les migrations et le développement sont intriqués et portent en eux les responsabilités et les solidarités de nos sociétés.

Enfin, **la production de connaissances** pour mieux connaître et faire connaître les territoires sur lesquels nous agissons. La capitalisation, la production de données, la réalisation d'études permettent de proposer autant d'outils d'aide à la décision pour les acteurs locaux. Cette approche permet souvent de présenter nos territoires d'action autrement, loin des clichés et des idées reçues... et de déconstruire bien des préjugés sur les migrations.

EN 2015, LE GRDR C'EST

175 ADHÉRENTS à l'association en France et en Afrique

18 BÉNÉVOLES élus au Conseil d'administration et un Bureau composé de 5 d'entre eux

6 CONSEILS D'ORIENTATION ET DE SUIVI (COS) composés de 50 adhérents bénévoles actifs à Bakel, Kaédi, Sélibaby, Kayes, Ziguinchor et Lille

110 SALARIÉS : 84 de droit ouest-africain et 26 de droit français (dont 5 expatriés)

57 SALARIÉS À PLEIN TEMPS FINANCÉS dans les organisations partenaires de notre action

7 VOLONTAIRES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE,
4 VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE ET
20 ÉTUDIANTS STAGIAIRES

53 PROGRAMMES ET PROJETS DE SOLIDARITÉ

4,6 MILLIONS D'EUROS D'ACTIVITÉ



LES CONSEILS D'ORIENTATION ET DE SUIVI (COS)

Les Conseils d'Orientation et de Suivi représentent la base associative du Grdr dans les territoires. Un cadre de référence commun définit leur rôle et leur fonctionnement. En relation étroite avec les équipes locales de salariés, ils font vivre l'ancrage territorial du Grdr. Fin 2015, cinq conseillers des COS sont membres du Conseil d'administration et originaires des territoires de Bakel-Matam, Kaédi, Kayes, Lille et Ziguinchor. L'apport et le rôle de ces élus au Conseil est important. D'autant plus qu'il illustre également une notion chère au Grdr, celle du double-espace. C'est un témoignage fort de la vitalité de l'association.

Les COS en chiffres :

6 Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) dans 4 pays

50 conseillers avec une grande diversité dans les parcours et engagements

31 réunions en 2015

Participation à 17 événements externes

UN SAHEL RICHE DE SES MOBILITÉS

RETOUR SUR L'ÉVÈNEMENT DU 12 JUIN 2015

L'association a réuni le 12 juin 2015 à Paris une centaine de personnes à l'occasion de la parution de l'Atlas de la moyenne vallée du fleuve Sénégal. L'échange a porté sur tout le Sahel francophone, soit quatre-vingts millions d'habitants répartis sur cinq millions de km².

LA PAROLE D'ACTEURS ENGAGÉS A STRUCTURÉ

LA RENCONTRE : diplomate européen, chef d'entreprise malien, citoyen sénégalais militant, artiste malien engagé, leaders associatifs de Mauritanie et du Sénégal, élu local malien, universitaire mauritanien, mais également salariés des associations Grdr et CCFD-TS. Il ressort de leurs témoignages une image du Sahel bien éloignée d'une actualité dominée par le catastrophisme du temps court.

QUE DEVIENT LE SAHEL ? Les grandes sécheresses du début des années 70 et du milieu des années 80 sont loin. Les émeutes de la faim de 2008 nous avaient rappelé que le Sahel était en voie de peuplement rapide avec de grandes villes et surtout une jeunesse impatiente. Le début des années 2010 marque un tournant dans la

perception du Sahel comme un espace sûr. Les salafistes d'AQMI s'implantent. Ils prospèrent en assurant la protection des trafics illicites transsahariens, mais aussi grâce à la prise d'otages occidentaux libérés contre rançons et aux armes des arsenaux libyens. On pourrait assister parallèlement à la mise en cause par une partie de la population du modèle d'une société ouverte à l'occidentale.

CITOYENNETÉ. L'émergence nouvelle d'une jeunesse urbaine citoyenne ne doit pas masquer les pesanteurs sociétales. Le Sahel continue de se peupler à grande vitesse (3% l'an). Les villes encore davantage. Le défi est immense pour les gouvernants. La jeunesse désœuvrée, mais bien mieux éduquée, cherche à se faire entendre malgré les contraintes sociales. Le développement spectaculaire des télécommunications permet la mobilisation et la circulation de l'information.

Notre invité sénégalais nous raconte ainsi comment a été fondé à Dakar le mouvement « *Y'en a marre* », collectif citoyen protestataire et non-violent. Cette force citoyenne, majoritairement urbaine et jeune, émerge aujourd'hui également au Burkina Faso (« *le Balai citoyen* »).

Les témoins nous rappellent pourtant qu'au sein même des communautés subsistent également, un peu partout dans le Sahel, des rapports de domination entre castes et entre générations (le poids des aînés). Ils pointent aussi une organisation sociale avec une forte différenciation des rôles entre hommes et femmes. Cette organisation des sociétés renforce le mal-être d'une jeunesse bien souvent plus éduquée, voire mondialisée, que celle des générations précédentes.

DÉVELOPPEMENT. Les représentations dominantes valorisent aujourd'hui davantage l'entrepreneur comme modèle. Certes, les témoignages confirment l'inadaptation des systèmes éducatifs, mais ils montrent aussi comment des jeunes, souvent exclus du système scolaire ou peu diplômés, ont pu retrouver le chemin de l'entrepreneuriat. Progressivement, avec le désengagement de l'État des secteurs économiques, les mentalités changent. Le maraîchage périurbain autour de la ville de Kayes ou l'emploi salarié des jeunes femmes à Bamako font l'objet de témoignages vécus.

Les industries extractives (l'or dans tout le Sahel, mais aussi l'uranium au Niger, le pétrole demain) donnent lieu à des projets industriels. Ils contribuent de façon significative aux exportations nationales, mais leur impact sur l'emploi et les territoires reste faibles. A contrario, l'orpillage traditionnel continue à se développer



de façon anarchique. Il emploie beaucoup de monde et attire une main-d'œuvre saisonnière, avec d'importants risques sociaux, sanitaires et environnementaux.

L'accès à l'emploi pour les jeunes est le principal défi du Sahel. Près de 2,5 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. L'essentiel de l'emploi reste aujourd'hui dans les services en milieu urbain (économie populaire ou informelle) et dans le monde rural, faute d'industries de transformation ayant un potentiel significatif.

MOBILITÉS. L'essentiel de la mobilité ouest-africaine se fait en Afrique même, tandis que le profil des migrants qui viennent en Europe comme en France change rapidement avec une féminisation et une plus grande qualification. Chacun connaît le rôle déterminant des migrants sahéliens dans l'économie de plantations, qui fait le succès de pays comme la Côte d'Ivoire ou du Ghana. C'est également cette mobilité des jeunes qui permet aux autres membres de la famille de mieux vivre au village, tout particulièrement dans les campagnes sahéliennes.

L'histoire du mouvement associatif migrant entre le Sahel et la France, à travers l'exemple du Sénégal, montre comment l'émergence de collectivités territoriales a permis de passer d'une offre de financement de la diaspora pour son village d'origine à la recherche de réponses aux demandes des élus locaux. L'action du Grdr auprès des associations de la diaspora dans le Nord ou des migrants âgés en Île-de-France donne lieu à deux témoignages concrets.

Ces mobilités sont une richesse. Elles participent à la construction d'un monde interdépendant. Il ne faut pas cependant occulter que les temps ont changé. En France, les émeutes de 2005 dans les banlieues montrent le mal-être de la jeunesse française, notamment celle issue de l'immigration. Les affaires du voile islamique sont fortement médiatisées, tandis que les discussions font rage autour de la notion de laïcité. Politiquement, d'aucuns demandent une aide publique au développement accrue pour le Sahel, d'autres davantage de freins aux mobilités (fermeture des frontières) ou encore un renforcement des politiques publiques en matière d'intégration. Ces questions divisent les Européens, dans un contexte marqué par d'importants flux de réfugiés.

UNE VISION POLITIQUE D'ENSEMBLE SE DÉGAGE DES ÉCHANGES.

Les enjeux sécuritaires ne doivent notamment pas masquer ceux de la gouvernance. Les témoignages d'acteurs engagés montrent que beaucoup de questions peuvent y trouver des réponses locales. Une coalition de ces acteurs locaux s'impose. Autorités locales, organisations des sociétés civiles et acteurs économiques peuvent ainsi garantir le développement harmonieux des territoires assorti d'un contrôle citoyen de l'action publique. Mais les résistances seront encore nombreuses, tant du côté de systèmes politiques centralisés que des oligopoles économiques. Aucun des deux n'abandonnera facilement sa rente de situation. Il en va ainsi au Sahel comme partout ailleurs dans le monde.



L'ACTIVITÉ DU GRDR EN 2015

EN CHIFFRES

DES INFRASTRUCTURES ESSENTIELLES AU SERVICE DES POPULATIONS

2 217 nouvelles infrastructures essentielles (adductions en eau potable, latrines, habitats, écoles) qui ont directement bénéficié à **81 700 personnes**

- + 40 500 personnes supplémentaires ont accès à l'eau potable
- + 38 000 personnes supplémentaires ont accès à des latrines (dont 2442 élèves de 17 écoles)

DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES AGRICOLES

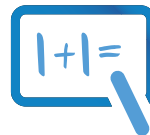
106 nouvelles infrastructures agricoles (du fonçage de puits maraîchers aux ouvrages de récupération des terres dégradées en passant par les systèmes d'exhaure, les tables de micro-jardinage, les blocs maraîchers...)

- + 13 400 bénéficiaires directs
- + 30 000 bénéficiaires indirects

LE SOUTIEN À L'ENTREPRENARIAT ET AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

13 000 personnes (dont 11 500 en milieu rural) ont bénéficié d'accompagnements, de formations et de soutiens financiers pour leurs projets économiques

- + 8 700 femmes et 2 300 jeunes
- + 7 700 agriculteurs - éleveurs et 130 artisans
- + 2 300 porteurs de projets, dont 700 qui ont aussi bénéficié d'une dotation financière
- + 1 880 membres de Groupements d'Intérêts Économiques (GIE) et 820 membres de coopératives



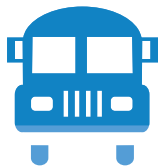


DES PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS LOCAUX

Sur les 53 projets et programmes mis en œuvre cette année, le Grdr a mené **32 actions en partenariat avec** :

- + 15 autorités locales
- + 34 organisations de la société civile et 10 ONG internationales
- + 9 organismes de formation, universités ou établissements scolaires
- + 6 fédérations d'organisations de solidarité issues de l'immigration
- + 3 établissements publics

956 activités de renforcement de capacités ont bénéficié à plus de 56 000 personnes, dont 40 000 ruraux et 16 000 urbains.



DES NOUVELLES CONNAISSANCES AU SERVICE DES TERRITOIRES ET DES ACTEURS

Le Grdr a produit :

- + 14 études (monographies, diagnostics, études de filières, base de données)
- + 4 publications de capitalisation (atlas, guides...)
- + Des fiches de sensibilisation grand public (zoonoses, assainissement en milieu scolaire...)
- + 9 forums – colloques

LES MOBILITÉS HUMAINES

7 330 personnes issues de l'immigration subsaharienne ont bénéficié des activités du Grdr dont :

- + 6 630 membres d'associations à travers le renforcement ou l'appui associatif
- + 558 porteurs de projet, dont 23 en Afrique de l'Ouest (migrants de retour au Mali et Sénégal)
- + 345 personnes âgées, dont 125 en situation de précarité dans les foyers et l'habitat diffus (accès aux droits)

A photograph of two young men riding a yellow bicycle on a dirt road in a village. The man in the front is wearing a pink shirt and blue shorts, and the man in the back is wearing a red shirt and black pants. The background shows blurred buildings and a blue wall. The text 'CHAPITRE 1' is overlaid on an orange box on the left side of the image.

CHAPITRE 1

MOBILITÉS HUMAINES ET CITOYENNETÉ

1

L'année 2015 aura été marquée par la « crise des réfugiés », repositionnant la question des mobilités humaines au cœur de l'actualité. Un débat largement politisé et médiatisé, placé sous le signe de l'émotion, ce qui a largement nourri les crispations identitaires et communautaires. Dans ce contexte, le Grdr a poursuivi le travail entrepris depuis plusieurs décennies et a cherché à faire entendre sa voix en continuant à alimenter le débat, mais de manière raisonnée, sur les plus et moins-values éventuelles liées aux migrations. Il l'a fait sans jamais perdre de vue que les personnes migrantes sont des personnes dotées de dignité et de droits, dont les parcours migratoires sont une expérience et une richesse qui méritent d'être entendues.

Les mobilités humaines étant au cœur du projet de notre association, le Grdr a donc œuvré en 2015 pour que la relation *migration-développement* soit mieux comprise et appréhendée par les collectivités territoriales en Afrique de l'Ouest et en France. De Sédhiou (Casamance) au Nord-Pas de Calais, en passant par les régions de Kayes au Mali et de l'Île-de-France, plusieurs programmes, activités, études, menés tout au long de l'année, nous permettent de mieux partager l'impact des migrations sur le développement des territoires d'origine. C'est également un moyen d'échanger sur les enjeux liés à la mobilité, à la citoyenneté et au développement. Cela permet au Grdr d'être un point d'appui pour les associations issues de l'immigration qui souhaitent mener des projets de développement en faveur de leur territoire d'origine

et de conduire leur action en phase avec les besoins réels des territoires, en complémentarité avec les politiques publiques.

Les mobilités humaines sont aussi porteuses de richesses pour les territoires d'accueil et de transit, faisant ainsi écho à l'adoption des Objectifs du Développement Durable (ODD) par l'Assemblée Générale des Nations-Unies le 25 septembre 2015. Les ODD ont justement pour ambition de porter une vision planétaire du développement, bien au-delà du paradigme Nord-Sud. Cette année encore, le Grdr s'est inscrit dans cette logique qui est sa ligne de conduite depuis de longues années, en proposant des actions pour que les associations de migrants vivant en France et en Europe puissent mieux se structurer et prendre part au débat public.

Enfin, le Grdr met en œuvre de nombreux programmes pour que les personnes immigrées puissent pleinement vivre leur citoyenneté dans leurs territoires d'accueil, que ce soit en matière d'insertion professionnelle pour les plus jeunes, ou en termes d'accompagnement des plus âgés dans leurs parcours de soin et dans leurs démarches administratives auprès des organismes de retraite et de sécurité sociale. Soutien aux jeunes, aux aînés, mais aussi aux femmes immigrées, souvent confrontées à une double discrimination de genre et d'origine (cf. voir partie « *les femmes subsahariennes, citoyennes d'ici et de là-bas* »).

LE RENFORCEMENT DES LIENS « DYNAMIQUES DES TERRITOIRES ET MOBILITÉS » : CONSOLIDATION DE L'ANIMATION DE L'ESPACE MIGRATION DÉVELOPPEMENT EN RÉGION DE KAYES (EMDK)

Pays : Mali // **Localisation :** Région de Kayes
Financement : CCFD-TS

OBJECTIF Renforcer la participation des acteurs locaux dans le processus décisionnel sur les migrations en région de Kayes.

RÉSULTATS

- + Un plan quinquennal sur la relation migration-développement a été élaboré par l'EMDK. Le Conseil Régional de Kayes s'est engagé à soutenir financièrement certaines des initiatives proposées dans ce plan.
- + Des campagnes médiatiques ont permis d'informer et de sensibiliser la population kayésienne sur les questions migratoires, notamment à propos des dangers rencontrés par de nombreux migrants sur la route de l'Europe, à travers des débats publics, des articles de presse, des interventions à la radio (régionale, nationale et internationale comme la BBC), à la télévision...
- + Mise en place d'un dialogue sur les questions migratoires avec les jeunes et les autorités religieuses musulmanes et chrétiennes.

PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE CO-DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL EN RÉGION DE SÉDHIU (PAICODEL-S)

Pays : Sénégal // **Localisation :** Sédhiou (Casamance)
Financement : Union Européenne, Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD), AFD, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

OBJECTIFS Sensibiliser les collectivités locales de la région de Sédhiou sur l'impact et l'ampleur des migrations dans cette zone parmi les plus concernées du Sénégal (tant dans le sens des départs que des arrivées). Les renforcer dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de co-développement économique.

RÉSULTATS

- + Mise en place d'un espace Migration-Développement de la Région de Sédhiou (EMDS).
- + Les collectivités territoriales disposent désormais d'une base de données fiable sur les mobilités humaines et leur apport en faveur de la région de Sédhiou. Une étude sur les pratiques de développement de la diaspora de Sédhiou en France et en Espagne a été réalisée et mise à disposition des collectivités.
- + Soutien à la mise en place du dispositif « Help Office for Migrants » de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Sédhiou, désormais actif.
- + 10 projets économiques en région de Sédhiou portés par des migrants ont reçu un soutien technique et financier.



TÉMOIGNAGE DE MR SÉKOU SAKHO, 28 ANS, MIGRANT DE RETOUR À SÉDHIYOU ET BÉNÉFICIAIRE DU PROGRAMME PAICODEL-S

“ Je suis revenu d’Italie en 2013, je n’avais qu’une seule ambition : investir pour prouver aux jeunes qu’on peut réussir dans notre région natale. Après un passage par Dakar, j’ai voulu rentrer à Sédhiou. Au début je pensais ouvrir une librairie, mais une étude de marché m’a orienté vers la filière aviculture. J’ai commencé à construire un poulailler avec les

moyens dont je disposais, mais c’était insuffisant pour le finir et l’équiper. C’est à ce moment-là qu’est intervenu l’appui du PAICODEL-S. Ça m’a permis de finaliser ce poulailler, de l’équiper de mangeoires et d’abreuvoirs, d’acheter les aliments et de commencer à augmenter le nombre de poules en fonction du bénéfice. Aujourd’hui j’ai 2 500 poules. L’accompagnement de l’Agence Régionale de Développement de Sédhiou et du Grdr m’ont permis d’acquérir beaucoup de connaissances techniques pour assainir ma gestion, dégager un salaire mensuel et mieux gérer mon chiffre d’affaires. D’ailleurs il a augmenté de 670% entre 2014 à 2016... ”

« PENSER LES MOBILITÉS AU SEIN DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE COMME LEVIER POUR COOPÉRER AUTREMENT EN S'APPUYANT SUR LES TERRITOIRES DU NORD-PAS DE CALAIS ET DE KAYES »

Pays : Mali et France // **Localisation :** Région de Kayes et du Nord-Pas de Calais // **Financement :** CFSI et ses partenaires financiers (AFD et Fondation Abbé Pierre)

OBJECTIF Articuler migrations et Économie Sociale et Solidaire (ESS) : mieux connaître les projets impulsés par les migrants en rapport avec l'ESS afin d'identifier des modèles d'accompagnement et de renforcement des porteurs du projet.

RÉSULTATS

- + Formation des membres de l'Espace Migration Développement de Kayes (EMDK) à l'ESS.
- + Organisation d'un atelier d'échanges sur l'ESS en vue d'initier les principaux acteurs économiques.
- + Analyse de la dimension ESS dans les textes et outils de planification régionale.
- + Réflexion sur un schéma régional d'accompagnement des initiatives ESS portées par les migrants.

L'ÉTUDE SUR LA DIMENSION LOCALE DE LA DIALECTIQUE MIGRATION-DÉVELOPPEMENT : LE CAS FRANCE-SÉNÉGAL

Pays : Sénégal et France // **Financement :** AFD



OBJECTIF Faire émerger les pistes qui permettent d'intégrer les mobilités humaines comme facteurs de développement à l'échelle des territoires.

RÉSULTATS

- + Publication de l'étude et ateliers de restitutions à Dakar et Paris.
- + Partage des conclusions de l'étude lors du comité scientifique « white paper » organisé par l'Organisation Internationale sur les Migrations (OIM).
- + Interventions dans des formations de professionnels impliqués dans la relation « Migration-Développement » (organisées par le Bureau International du Travail (BIT)), à des ateliers d'appui-conseil (organisés par l'Initiative Conjointe sur la Migration et le Développement (ICMD)), aux journées de l' « European expert workshop » sur le rôle des autorités locales dans la relation Migration-Développement (organisées par le « Servicestelle Kommunen in der Einen Welt » (SKEW)).

L'ÉCOLE RÉGIONALE DES PROJETS (ERP)

Pays : France // **Localisation :** Région Ile-de-France

Financement : Région Ile-de-France, Fonds Social Européen (FSE)

OBJECTIFS Contribuer à l'insertion socio-professionnelle de personnes issues de la migration et ne pouvant bénéficier des dispositifs classiques d'accompagnement. Mettre en place un dispositif de formation et d'aide à la création d'activités économiques pour les entrepreneurs issus de la migration.

RÉSULTATS

- + 25 stagiaires et porteurs de projets économiques ont reçu une formation continue de 6 mois. 75% d'entre eux étaient des femmes, 70% vivent dans des quartiers dits « politiques de la ville » et 60% étaient sans emploi au début de la formation.
- + Les 55 candidats non retenus à la sélection d'entrée ont reçu un accompagnement individualisé pour leur réorientation.
- + À la fin de la formation, 4 entreprises ont été créées, 1 stagiaire est entré en couveuse, 2 sont de retour à l'emploi et 4 sont entrés en formation complémentaire.



L'ACCOMPAGNEMENT POUR L'ACCÈS AUX DROITS DES PERSONNES ÂGÉES IMMIGRÉES ET LA LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT

Pays : France // **Localisation :** Aubervilliers, Paris 19^{ème} et 20^{ème} arrondissement // **Financement :** le Fonds Asile Migration Intégration (FAMI) de l'Union Européenne, la Région Ile-de-France, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Aubervilliers et la Direction Départementale de Cohésion Sociale de Seine-St-Denis

OBJECTIFS Favoriser l'accès aux droits socio-sanitaires des immigrés âgés (à partir de 55 ans) non ressortissants de l'Union Européenne. Mettre en réseau les acteurs impliqués dans l'accompagnement de ce public pour une meilleure prise en charge des problèmes auxquels sont confrontées les personnes âgées issues de la migration.

RÉSULTATS

- + 72 personnes ont bénéficié d'un accompagnement (individuel et/ou collectif) dans leurs démarches administratives (accès aux droits socio-sanitaires).
- + Des permanences hebdomadaires ont été assurées dans 3 centres sociaux pour accompagner les personnes âgées immigrées. Parallèlement 8 animations collectives d'information ont eu lieu.
- + Une réunion d'information sur la retraite à l'intention de 38 professionnels en charge de l'accompagnement des personnes immigrées âgées a été organisée.



LES OMD POUR LES OMD

Pays : France, Italie, Espagne // **Localisation :** Ile-de-France, Nord-Pas de Calais, Madrid, Barcelone, Andalousie, Canaries, Milan, Bologne, Rome, Calabre. // **Financement :** Union Européenne, AFD, Ile-de-France, Région Nord-Pas de Calais, Département de Seine-Saint-Denis, Département des Yvelines, Secours Catholique, Tavola Valdese, Agence espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID)

OBJECTIF Renforcer les associations issues de la migration vivant en Europe dans leur capacité à sensibiliser et porter un plaidoyer en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Objectifs du Développement Durable (ODD).

RÉSULTATS

- + Animation d'activités d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) portées par les organisations de migrants à l'échelle européenne. Organisation de débats sur le rôle des organisations de migrants dans l'atteinte des OMD puis des ODD.
- + Organisation de formations sur les OMD en faveur des associations issues de la migration.
- + Remise du prix « J'M Jeunesse et Migrations, ensemble pour une planète durable et solidaire » qui a récompensé 26 associations de jeunes issues de l'immigration et organisation d'un forum européen « Jeunesse, Migrations et Humour » à Paris.
- + Édition des guides « 5 idées reçues à déconstruire sur la relation Migration-Développement » et « Comment faire de l'ECSI avec les acteurs migration-développement ? » traduits en français, espagnol et italien.
- + Plaidoyer à l'échelle européenne pour la prise en compte des migrations comme facteur de développement et de solidarité internationale.





LES « TERRITOIRES SOLIDAIRES »

Pays : France // **Localisation :** Nord – Pas de Calais

Financement : Conseil Régional du Nord-Pas de Calais et Conseil Départemental du Pas-de-Calais, Accompagnement et Développement de la Vie Associative (ADVA), SNCF

OBJECTIFS Valoriser les parcours migratoires, appuyer les projets de coopération entre les territoires et porter un plaidoyer sur les questions migration-citoyenneté-développement.

RÉSULTATS

- + 13 ateliers organisés dans 3 collèges auxquels ont participé 119 élèves.
- + 14 ateliers en centre social auprès de 32 jeunes.
- + 7 débats sur le thème des migrations ont été organisés, auxquels ont participé 152 personnes.
- + Organisation du festival de film « Regards sur l'Autre » (6 projections auprès du « grand public » et 3 projections auprès des jeunes).





L'APPUI AUX FILIÈRES AGRICOLES PORTEUSES ET
LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES

CHAPITRE 2

2

À la fois sources de revenus monétaires et alimentaires, les ressources naturelles jouent un rôle important pour de nombreuses familles rurales de l'Afrique de l'Ouest. Leur valorisation, notamment sur des marchés urbains en pleine expansion, représente une opportunité de revenus pour de nombreux ménages, notamment ceux qui vivent au sein des exploitations agricoles familiales. À ce titre, le Grdr intervient afin de valoriser les filières de production locale et pour soutenir les entrepreneurs ruraux, qu'ils agissent de manière individuelle ou collective. Mais tout en protégeant ces ressources naturelles, menacées par des facteurs sociaux-structurels (droits fonciers, habitudes alimentaires, pression démographique...), alors qu'elles sont un atout indispensable pour les générations actuelles et futures.

Depuis plusieurs années, le Grdr et ses partenaires ont proposé des diagnostics sur les filières porteuses de ses régions d'action, permettant aux cadres de concertation régionaux (toujours appuyés par le Grdr) d'identifier celles ayant le plus fort potentiel en matière de développement économique et social local. Le Grdr propose désormais aux acteurs locaux de les valoriser, de manière adaptée aux différents territoires.

En effet, c'est en partant du potentiel de ces filières, que le Grdr a soutenu, en 2015, 820 membres de coopératives (souvent féminines) et 1 880 membres de Groupement d'Intérêts économiques (GIE) dans la transformation et

la commercialisation de produits agricoles (patate douce, jujube...), ou dans la promotion de savoir-faire locaux.

Ces soutiens à des micro-entrepreneurs ruraux a pris plusieurs formes : tantôt financier, grâce à des fonds d'appui aux initiatives de base, tantôt technique (processus de transformation, commercialisation). D'autre fois, l'objectif était de mettre en avant des activités alternatives génératrices de revenus, au moins aussi rentables que les pratiques usuelles, afin d'alléger la pression sur les ressources naturelles qui sont menacées. Enfin, le Grdr accompagne les acteurs locaux dans la construction d'un plaidoyer commun et citoyen en faveur de la sécurité alimentaire et de la préservation des ressources naturelles. L'idée étant de soutenir un développement économique local profitable à tous (économie circulaire), permettant de revaloriser les métiers agricoles auprès des jeunes, tout en préservant l'environnement.





L'APPUI À LA FILIÈRE BANANE DE KÉNIÉBA

Pays : Mali // **Localisation :** Les communes de Dabia, Kéniéba et Sitakily dans le cercle de Kéniéba (région de Kayes)

Financement : Fondation Lord of Michelham, Union Européenne, AFD et la Région Ile-de-France

OBJECTIF Renforcer la production et la commercialisation de bananes à travers un appui spécifique à l'entrepreneuriat féminin.

RÉSULTATS

- + Ce projet étant mis en œuvre depuis 2012, l'année 2015 a permis de pérenniser les expériences acquises depuis le début.
- + Des nouvelles variétés de bananes ont été introduites.
- + Les producteurs/trices maîtrisent de mieux en mieux les techniques de fertilisation organique et les pratiques agro écologiques (utilisation de biofertilisants...).
- + Dotation en matériel agricole adapté (9 motopompes et 2725 mètres de grillages...).
- + Organisation d'un voyage d'échange en Gambie pour que les productrices de banane de Kéniéba puissent partager leurs expériences avec celles de l'Association des Producteurs de la Vallée du Fleuve de Gambie (APROVAG).

LA VALORISATION DES PRODUITS DU PETIT ÉLEVAGE ET DE GESTION DES PARCOURS AGROPASTORAUX DANS LE GORGOL (PROVAPEG) (2012-2015)

Pays : Mauritanie // **Localisation :** Gorgol

Financement : Union Européenne, Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), CCFD-TS

OBJECTIF Contribuer à l'amélioration de la productivité et de l'hygiène de la filière du petit élevage.

RÉSULTATS

- + 9 études sur la productivité du petit élevage et les modes de valorisation des produits ont été réalisées. Ces études ont mis en évidence un certain nombre de mauvaises pratiques impliquant des risques sanitaires (sureprésentation d'antibiotiques dans les analyses sanguines du bétail).
- + Des campagnes de sensibilisation sur les risques de maladies transmissibles à l'homme (zoonoses) liées à une mauvaise hygiène du bétail et des volailles ont été mises en place.
- + 80 femmes ont reçu une formation en vaccination de volailles.
- + 12 stands de boucherie ont été distribués dans 5 communes afin de contribuer à l'amélioration de l'hygiène de la viande rouge vendue aux populations.
- + 4 mini-parcs de vaccination pour le petit élevage ont été mis à disposition de 4 communes.
- + Réalisation ou réhabilitation de 4 aires d'abattage améliorées dans 4 communes, gérées par des comités de gestion créés spécifiquement à cet effet.
- + Réalisation d'une campagne de déparasitage de 15 000 caprins (au profit de 555 ménages) puis d'une campagne en apport vitaminique pour 11 500 petits ruminants.



LE PROJET HUILE DE PALME DE OUONCK

Pays : Sénégal // **Localisation :** Commune de Ouonck (Casamance) // **Financement :** SEED Fondation, AFD

OBJECTIFS Accompagner 9 groupements féminins producteurs d'huile de palme respectueuse de l'environnement et des espaces forestiers. Améliorer la productivité et la qualité de l'huile produite et favoriser la commercialisation.

RÉSULTATS

- + La production d'huile de palme et de palmiste de ces groupements féminins a augmenté de 50 %.
- + Les 9 groupements sont mieux structurés et organisés.
- + L'écosystème agroforestier de la zone de transition fait l'objet de mesures d'aménagement et de conservation grâce à la mise en place d'un système d'autorisations de production et de commercialisation respectueux de l'environnement.

TÉMOIGNAGE DE MME DIOMA SANE MEMBRE DU GIE KADIAMOR

“ La mise en œuvre de ce projet (NDLR : Huile de palme de Ouonck) a eu beaucoup d'impacts sur le groupement d'intérêt économique de Kadiamor. Du point de vue organisationnel, on a été formé et on s'est doté de règles de fonctionnement internes. Du point de vue de la gestion, nous maîtrisons mieux nos charges de production et donc les techniques de calcul des coûts, des prix de revient et de la détermination du bénéfice. Sur le plan commercial, l'amélioration de la présentation de nos produits (emballages, étiquettes, etc.) et l'obtention de la certification FRA ont été des éléments déterminants pour valoriser nos produits. Cette année, nous avons produit plus et nous avons vendu plus et cela nous le devons au projet. D'autre part, nous sommes désormais connues pour la qualité de nos produits. À la foire de Dakar, nous avons écoulé toute notre production. Maintenant que le GIE Kadiamor est connu à travers le Sénégal pour la qualité de ses produits, nous devons redoubler d'efforts pour maintenir ce cap. ”



LE PROJET « POUR L'ÉMERGENCE D'UN DIALOGUE POLITIQUE CONCERTÉ SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS DU MALI, DE LA MAURITANIE, DU SÉNÉGAL, DU NIGER ET DU BURKINA FASO » (DIAPOCO)

Pays : Mali, Mauritanie, Sénégal, Niger, Burkina Faso

Localisation : Gorgol et Guidimakha (Mauritanie), Région de Kayes (Mali), Région de Bakel (Sénégal), Région de Tillabéry (Niger), Région du Sahel (Burkina Faso)

Financement : AFD, CCFD-TS, Développement pour la Paix

OBJECTIFS Renforcer les capacités des membres des organisations paysannes et les élus des collectivités locales des zones enclavées et transfrontalières du Sahel en matière de sécurité alimentaire. Valoriser les dynamiques locales de production, de transformation et de commercialisation des ressources agro-pastorales. Faire émerger un discours commun, porté par la base, sur les politiques publiques en matière de prévention de l'insécurité alimentaire.

RÉSULTATS

- + Les initiatives porteuses répondant aux enjeux territoriaux en matière de sécurité alimentaire des zones de mise en œuvre du projet ont fait l'objet d'un recensement. Les principaux enjeux identifiés sont les suivants: 1. adaptation aux changements climatiques à travers la promotion de l'agro écologie et l'intégration de l'agriculture-élevage comme mode de production laitière 2. la souveraineté semencière par l'appui à l'émergence d'une filière locale de production de semences paysannes 3. la valorisation des ressources locales et l'appui

aux prix stables et rémunérateurs par la transformation des céréales locales et l'intégration agriculture - élevage.

- + Des ateliers de partage d'expériences autour de ces initiatives et filières ont été organisés.
- + Des producteurs agricoles ont bénéficié d'un appui pour reproduire des techniques agro écologiques ayant fait leur preuve afin d'améliorer la productivité et la qualité des filières porteuses.

NB : Le CCFD-TS assure le rôle de chef de file du programme et le Grdr la coordination technique et la mise en œuvre des activités dans le bassin du fleuve Sénégal. Les Afrique Vertes Mali, Burkina et Niger mettent en œuvre l'activité dans leurs zones respectives.





L'APPUI AUX FILIÈRES PORTEUSES DANS LE GORGOL

Pays : Mauritanie // **Localisation :** Gorgol
Financement : Région Centre, Union Européenne,
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)

OBJECTIFS Contribuer au développement économique régional et à la réduction de l'insécurité alimentaire. Accompagner les acteurs des filières de la patate douce, du sorgho et du lait.

RÉSULTATS

- + Une étude a été réalisée pour mieux valoriser et appuyer les producteurs des filières lait, sorgho et patate douce.
- + 651 porteurs de projets économiques (488 femmes et 163 jeunes) ont bénéficié d'un accompagnement technique et financier.
- + La consommation de patate douce et de produits dérivés augmente dans les zones de production et dans les principaux marchés urbains de la zone (Kaédi, Sélibaby...). Les producteurs de patate douce sont ainsi en mesure de diversifier et de sécuriser leurs débouchés commerciaux.
- + Des pratiques alternatives de gestion de l'agriculture et de l'élevage sont généralisées afin d'améliorer durablement la fertilité des sols.

L'APPUI À LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE DANS LE GORGOL

Pays : Mauritanie // **Localisation :** Gorgol
Financement : Fondation de France – Comité Français pour
la Solidarité Internationale (CFSI)

OBJECTIFS Soutenir les initiatives locales de production, de conservation et de transformation des filières agropastorales. Augmenter l'offre des produits locaux sur les marchés urbains de Kaédi, Lexeiba, Mabout et Nouakchott.

RÉSULTATS

- + Une étude a été réalisée dans les 29 communes de la région.
- + 3 coopératives féminines comprenant 350 femmes ont bénéficié de formations et d'accompagnement sur les techniques de transformation des produits locaux.
- + 3 initiatives d'innovation locale de production, conservation et transformation des produits agropastoraux ont été soutenues dans les communes de Dao et de Wali Djangtan.

En 2016 le Grdr s'engage sur la filière de la noix de cajou, principale ressource agricole de la Guinée-Bissau. À travers le projet d'appui à la diversification agricole et au développement d'une offre en noix de cajou de qualité en régions d'Oïo et de Cacheu (DACAQOC), il s'agira de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des petits producteurs. Avec pour objectif d'augmenter de 15% les revenus monétaires de 600 d'entre eux à travers un appui à la qualification et à la diversification de la production agricole. Ce programme est financé par l'UE, l'AFD et la Fondation Abbé Pierre.

A photograph of three women from Sub-Saharan Africa. The woman in the center is smiling broadly, wearing a white headwrap with blue floral patterns and a white top with blue floral details. To her right, another woman is smiling, wearing a bright pink headwrap and a light blue top. In the bottom left corner, a third woman is partially visible, wearing a purple headwrap and a white face mask. The background is a light-colored wall with some faint, illegible text.

CHAPITRE 3

LES FEMMES SUBSAHARIENNES,
CITOYENNES ICI ET LÀ-BAS

3

Que ce soit dans leurs territoires d'origine ou en France (pour celles ayant émigré), les femmes subsahariennes sont confrontées à de nombreuses difficultés pour faire valoir leurs droits ou réussir leur insertion professionnelle. Cela s'explique en partie par des facteurs sociologiques, comme le poids des traditions, des us et des mœurs, les mariages précoces, la déscolarisation, la dépendance économique. Et aussi souvent par un manque de volonté des décideurs locaux et nationaux. Conséquence : tant en Afrique de l'Ouest qu'en France, force est de constater que les femmes subsahariennes sont sous-représentées dans les processus de décision locale et nationale. Les problématiques et difficultés qu'elles rencontrent sont donc de fait peu prises en compte dans l'élaboration des différentes politiques publiques. Marginalisées dans le processus décisionnel, elles sont également par ricochet plus largement touchées par le chômage, la pauvreté ainsi que par l'isolement pour celles qui vivent en France.

Le Grdr a mené en 2015 de nombreuses actions visant à promouvoir l'égalité homme-femme. En Afrique de l'Ouest, de nombreux programmes soutiennent prioritairement les activités économiques portées par des groupements féminins (par exemple en ce qui concerne les



activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles (cf. chapitre « appui aux filières agricoles et protection des ressources naturelles »). L'idée est de contribuer à ce que les femmes vivant en milieu rural, souvent cheffes de ménage, puissent ainsi affirmer leur autonomie et contribuer aux besoins de leur famille.

En France, on constate que la migration se féminise de plus en plus, les femmes étant désormais majoritaires parmi les immigrés. Alors qu'auparavant elles rejoignaient l'Europe et la France dans le cadre du regroupement familial, elles sont aujourd'hui majoritairement porteuses de projets migratoires autonomes, cherchant à travailler ou à faire des études. Certaines de nos activités consistent donc à proposer un appui à ces femmes venues vivre en France, à lutter contre les difficultés d'inclusion sociale et professionnelle, par exemple au sein du club « Entreprendre au féminin ». Les générations plus anciennes sont quant à elles confrontées au vieillissement et par voie de conséquence à de nouveaux besoins liés à leur avancée en âge. Nos équipes accompagnent donc les plus âgées dans leur accès aux droits socio-sanitaires et dans la lutte contre l'isolement. L'objectif étant d'apporter une réponse à des besoins souvent peu pris en compte par les pouvoirs publics.

L'APPUI À LA PROMOTION, À LA REPRÉSENTATION ET À LA PARTICIPATION DES FEMMES RURALES DANS LE PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION LOCALE

Pays : Mali // **Localisation :** Région de Kayes : 9 communes de l'intercommunalité Association des Communes du Guidimakha Kafo (ACGK) et 6 communes de l'intercommunalité du Djombougou. // **Financement :** CCFD-TS

OBJECTIF Accompagner et porter un plaidoyer pour l'émergence de femmes dans le processus décisionnel local.

RÉSULTATS

- + 19 partis politiques de la région de Kayes ont signé un protocole d'engagement sur la promotion des candidatures féminines aux élections locales et régionales.
- + 200 femmes leaders, 168 leaders communautaires et 123 élu(e)s de la région ont bénéficié de sessions de sensibilisation sur les enjeux de la parité.
- + 30 femmes ont été identifiées comme potentielles futures candidates aux élections locales en région de Kayes. Elles ont bénéficié de formations leur permettant de maîtriser les enjeux de la gouvernance locale (système décentralisé, citoyenneté, processus électoral...) et d'être plus à l'aise avec la prise de parole en public.
- + Une charte est en cours de signature par les 9 communes de l'intercommunalité « Association des Communes du Guidimakha-Kaffo » (ACGK).



- + De nombreux ateliers de sensibilisation impliquant des hommes (élus locaux, autorités traditionnelles, jeunes leaders...) sur les questions relatives à la parité ont été organisés. 10 jeunes leaders associatifs se sont engagés à soutenir des candidatures féminines lors des élections locales.



TÉMOIGNAGE

TÉMOIGNAGE DE MME DJENEBA DIAWARA, 2^{NDE} ADJOINTE AU MAIRE DE LA COMMUNE DE SAHEL (CERCLE DE KAYES)

“ Les femmes ne sont pas là pour concurrencer les hommes, mais elles ont leur rôle à jouer dans la gestion de la cité et elles ont des compétences à faire valoir. C’est le maire de ma commune qui m’avait sollicité pour être sur la même liste de candidature que lui. En acceptant je n’avais pas tellement confiance en moi. Mais depuis mon élection comme 2^e adjointe au Maire, je suis fortement impliquée dans la gestion quotidienne des activités de la commune. Les différentes sessions de renforcement que j’ai reçu dans le cadre de ce programme m’ont permis de jouer pleinement mon rôle d’élue, de sensibiliser davantage mes sœurs et d’une façon générale de me battre pour la promotion d’une gouvernance locale participative, où la femme est au cœur du processus du développement local. Et au quotidien j’encourage les femmes à s’engager davantage, pour qu’il y ait encore plus d’élues lors des prochaines élections. ”



LE SOUTIEN ET LA VALORISATION DES INITIATIVES FÉMININES

Pays : France // **Localisation :** Ile-de-France

Financement : Région Ile-de-France, Direction de l'Accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la Nationalité (DAAEN)

OBJECTIF Soutenir et renforcer les compétences des associations de femmes immigrées souhaitant initier des activités économiques.

RÉSULTATS

- + 10 associations de femmes issues de la migration ont reçu un accompagnement adapté à leur projet. Cet accompagnement se caractérise par un appui à la définition du projet, la recherche de partenaires (humains, techniques, financiers) et à des actions de formations individualisées (avec pour objectif que ces associations deviennent autonomes).
- + 220 femmes issues de l'immigration en France ont participé tout au long de l'année au club «Entreprendre au féminin», espace de dialogue pour qu'elles puissent échanger et construire leur projet professionnel ou associatif. Une séance spécifique du club a été consacrée à l'Économie Sociale et Solidaire afin de sensibiliser les participantes à cette forme d'économie alternative.

L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES DE KOMODINDÉ DANS L'EXPLOITATION D'UN PÉRIMÈTRE MARAÎCHER

Pays : Mali // **Localisation :** Localité de Komodindé dans la commune de Konsiga (cercle de Yélimané)

Financement : l'association ODELADEMO

OBJECTIF Contribuer à l'amélioration des revenus des membres du groupement féminin de Komodindé.

RÉSULTATS

- + 50 agricultrices ont bénéficié de dotations pour acquérir de semences agricoles.
- + Des formations sur les bonnes pratiques maraîchères ont été organisées (agro-écologie).
- + Appui-conseil pour le choix des variétés (en tenant compte des saisons).

Les projets «huile de palme de Ouonck» et d'appui à la filière banane de Kéniéba du chapitre précédent relèvent de la même logique.



LE RENFORCEMENT DE L'ACCÈS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES RURAUX (2014-2015)

Pays : Sénégal // **Localisation :** Bakel, Gandé, Ngouronne, NDoundé, Dembanané // **Financement :** Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)

OBJECTIFS Renforcer le potentiel des microentreprises rurales portées par des femmes et promouvoir l'agriculture familiale.

RÉSULTATS

- + 150 femmes, membres de coopératives féminines, ont reçu des formations aux techniques de transformation de céréales, de préparation de planches et de pépinières ainsi qu'à l'élevage du riz.
- + Ces coopératives ont participé à la foire agricole et à la foire internationale de Dakar pour commercialiser leurs produits et développer leurs réseaux d'acteurs.



Bakel à sortir du cycle de la pauvreté et à retrouver leur dignité. Un volet important du programme s'oriente vers la lutte contre la violence faite aux femmes et se fixe pour objectif de faire émerger des femmes leaders, pour que les problématiques qui leur sont propres soient mieux prises en compte. Des actions pour promouvoir la scolarisation des jeunes filles, pour améliorer la qualité de l'éducation proposée aux enfants et pour soutenir les personnes vivant avec un handicap sont également mises en œuvre.

RÉSULTATS

- + 18 jeunes filles fortement impliquées dans la vie de la communauté ont reçu une formation sur le leadership et la participation politique. Elles se sont regroupées au sein d'un comité afin de partager leurs expériences et se soutenir.
- + Des séances de sensibilisation sur les risques et injustices des mutilations génitales ont été organisées dans les quartiers de Bakel, de même qu'un forum communautaire sur cette question, animé par le district sanitaire et le tribunal.
- + 18 femmes en situation de pauvreté ont reçu une formation sur le micro-jardinage sur table pour leur permettre de produire à moindre coût de quoi nourrir leur famille et de dégager un surplus pour la revente.

**Au-delà de la question du genre, le programme de Développement Communautaire de Bakel intervient aussi pour améliorer les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap, pour l'amélioration du cadre en milieu scolaire et sur des thématiques citoyennes telles que le changement climatique ou la mise en place d'un budget participatif.*

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE BAKEL*

Pays : Sénégal

Localisation : Commune de Bakel

Financement : Action Aid International

OBJECTIFS Ce programme consiste d'une manière générale à aider les personnes les plus vulnérables de la commune de



L'ASSAINISSEMENT : UN ENJEU AU CŒUR
DES QUESTIONS DE L'EAU ET DE LA SANTÉ EN MILIEU RURAL

CHAPITRE 4

4

Au Sahel, l'accès à l'eau potable est toujours une priorité dans les plans de développement local, loin devant la santé et l'éducation. L'enclavement de nombreux villages situés loin de toute route ou piste a pour conséquence que des femmes ou des enfants parcourent, quotidiennement, plusieurs kilomètres pour aller chercher de quoi boire et se laver pour toute la famille. Et ceci au lieu d'aller à l'école ou d'avoir une activité génératrice de revenus. Par ailleurs, en période d'hivernage, un grand nombre d'habitants utilisent directement les eaux de surface et les maladies d'origine hydrique ou liées à un déficit d'assainissement (maladies diarrhéiques, paludisme,...) atteignent des proportions particulièrement importantes dans les localités rurales, surtout chez les enfants en bas âge.

Pour les collectivités locales, avoir accès à une eau potable de qualité permet de résoudre de nombreux problèmes de santé publique. Cette dernière étant elle-même très complexe à aborder, notamment au niveau de ressources humaines disponibles sur ces territoires. D'autant plus que ce secteur est peu décentralisé voir-même très centralisé. Dès lors, profiter du fait que la question de l'assainissement arrive au-devant de l'agenda de nombreux bailleurs de fonds, permet de ré-aborder les questions de santé liées à l'eau, que ce soit en matière d'hygiène élémentaire ou de gestion des déchets qui polluent les nappes phréatiques et les sources. S'inscrivant également dans les objectifs d'amélioration des conditions de

vie des habitants, l'Assainissement Total Piloté par les Populations (ATPC) est perçu comme une démarche de mobilisation importante des populations autour de l'hygiène et de la santé.

C'est pour cette raison, en accord avec les collectivités locales, que le Grdr, tout en appuyant la mise œuvre des plans d'action prioritaire « Eau », a parallèlement développé au cours de ces 5 dernières années une véritable compétence en matière d'ingénierie de l'assainissement piloté par les populations. Une compétence très appréciée dans la mise en œuvre des programmes nationaux d'assainissement en milieu rural, puisque de fait, nos partenaires nous sollicitent de plus en plus dans les communes que nous accompagnons.

En 2015, les actions d'ATPC conduite par le Grdr au Mali, en Mauritanie et au Sénégal étaient presque aussi nombreuses que les infrastructures d'accès à l'eau potable réalisées dans le même temps. Les enjeux de santé qu'elles ont soulevés nécessitent une attention particulière pour qu'elles soient désormais perçues comme une priorité et qu'elles soient inscrites dans les plans d'action prioritaires des communes de la moyenne vallée du fleuve Sénégal.



AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT DANS LE GORGOL ET LE GUIDIMAKHA (2011-2015)

Pays : Mauritanie // **Localisation :** 32 villages – 14 villages dans le Guidimakha et 18 dans le Gorgol.

Financement : Union Européenne, AFD, Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Service (APAUS), Agence de l'eau et Loire de Bretagne, Région Centre, Communes mauritaniennes bénéficiaires

OBJECTIF Augmenter les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations du Gorgol et du Guidimakha.

RÉSULTATS

- + 30 000 personnes supplémentaires du Gorgol et du Guidimakha ont accès à l'eau potable.
- + 3 réseaux d'adduction en eau potable et 9 mini-réseaux alimentés par 11 postes à énergie solaire ont été mis en service. Dans le Guidimakha, la gestion de ces infrastructures a été mise en délégation auprès d'un prestataire privé après procédure de sélection par l'Autorité de Régulation (ARE).
- + Un diagnostic global sur l'assainissement dans les villages bénéficiaires a abouti à la définition d'un plan d'action.
- + 1 400 élèves de 9 écoles du Guidimakha et 1 000 élèves de 8 écoles du Gorgol ont désormais accès à des sanitaires.



- + 73% des ménages des villages ciblés dans le Gorgol sont désormais équipés de latrines contre 32% avant le projet. De même 38% des ménages des villages ciblés dans le Guidimakha (contre 14% seulement au début du projet) sont équipés de latrines. 166 nouvelles latrines au Guidimakha et 109 au Gorgol ont été auto-construites sous l'impulsion du projet.
- + 22 maçons issus de la population locale ont été formés à la réalisation de latrines familiales.

A portrait of Abdoulaye Djiby Sy, a middle-aged man with a grey beard and mustache, wearing a light-colored striped shirt. He is seated and looking slightly to the right of the camera. The background is a warm, textured wall.

ABDOULAYE DJIBY SY DIRECTEUR DU CENTRE DE FORMATION DE SÉLIBABY

“*Quand on parle de développement je pense que c’est essentiel de développer les compétences, les savoir-faire disponibles et le savoir-être. Or en milieu rural ces compétences ne sont justement pas toujours disponibles. Et c’est un frein pour améliorer les conditions de vie des gens. Avec le Centre de Formation de Sélibaby on essaye de répondre à ces problématiques avec les moyens dont on dispose, dans un environnement pas toujours évident. Du coup, en tant qu’acteurs du développement local c’est assez naturellement qu’on travaille en partenariat avec le Grdr quand on en a l’occasion.*”

La 1^{ère} fois c’était en 2003, ensuite en 2009, puis en 2013 et dernièrement en 2015, dans le cadre du projet PEAGG. C’est nous qui avons formé les maçons qui ont construit les ouvrages d’assainissement, les latrines, les puisards qui ont été réalisés dans le cadre du projet. Ensuite le projet Eau-Usé de Sélibaby a pris le relais (NDLR : cf. chapitre suivant). Aujourd’hui ces maçons sont là, dans la région et ils apportent un savoir-faire important. Ils sont en mesure d’assurer les missions qui leur sont confiées.

Ça n’a l’air de rien, mais il y a 3 ans personne ne savait comment faire ce genre de travail dans la région. Et ça permet de lutter contre le chômage tout en contribuant à améliorer le niveau de vie des populations, notamment en matière d’hygiène et de santé.”



L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT DES POPULATIONS DE L'ASSOCIATION DES COMMUNES DU GUIDIMAKHA KAFO (ACGK)

Pays : Mali // **Localisation :** les 9 communes de l'intercommunalité ACGK // **Financement :** Plaine Commune, Agence de l'Eau de Seine Normandie (AESN), Association Guidimakha Danka en France, l'ACGK

OBJECTIFS Améliorer l'accès à l'eau potable et contribuer à la mise en place de meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement pour les populations de l'intercommunalité ACGK.

RÉSULTATS

- + 1 étude sur l'implantation hydrogéologique a été réalisée en vue de la construction d'un système d'adduction en eau potable de la localité de Moussala qui a rencontrée de grosses difficultés d'approvisionnement en eau en 2015.
- + Remise en service de 12 pompes à motricité humaine.
- + Construction de 12 blocs de latrines dans 9 établissements scolaires.

MISE EN PLACE DE L'APPROCHE ATPC* DANS LES WILAYAS DE L'ASSABA ET DU GORGOL POUR LE PROJET NATIONAL INTÉGRÉ DU SECTEUR DE L'EAU EN MILIEU RURAL (PROGRAMME « PNISER » - 2014-2015)

Pays : Mauritanie // **Localisation :** 70 villages du Gorgol et de l'Assaba.

Financement : Banque Africaine de Développement (BAD)

OBJECTIF Sensibiliser les ménages sur les questions de l'hygiène et de l'assainissement.

RÉSULTATS

- + Une étude de référence sur la situation de l'hygiène et de l'assainissement dans les localités concernées a été réalisée.
- + 70 localités ont abandonné les mauvaises pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement (notamment la défécation à l'air libre).
- + 500 ménages pauvres n'ayant pas les moyens d'y parvenir par eux-mêmes ont été subventionnés pour construire des latrines respectant les normes techniques et sanitaires.
- + Par effet «tache d'huile», d'autres ménages moins pauvres ont procédé eux-mêmes à la construction de leurs propres latrines.

ATPC : l' « Assainissement Total Piloté par la Communauté » est une méthode participative permettant aux communautés rurales d'analyser elles-mêmes leurs conditions sanitaires et de prendre conscience de l'impact que peut avoir la défécation à l'air libre en matière de santé publique et sur leur environnement proche.*



LE PROJET HYGIASS – BAKEL

Pays : Sénégal // **Localisation :** Communes de Nabadji Siwol, Agnam Siwol et Ogo dans la région de Matam

Financement : Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

OBJECTIF Contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement des populations en milieu rural.

RÉSULTATS

- + 200 latrines ont été construites pour améliorer le cadre de vie et les conditions sociales des populations bénéficiaires.
- + 10 comités villageois sont mis en places, formés et ont participé au suivi du projet.
- + 10 relais communautaires sont formés pour sensibiliser les populations locales et les encourager à changer de comportement en matière d'hygiène et d'assainissement.
- + 12 maçons locaux sont formés sur les techniques de réalisation et d'entretien des latrines améliorées.

Voir également le projet Eaux-Usées à Sélibaby dans la partie « urbanisation »



CHAPITRE 5

LES DÉFIS DE L'URBANISATION DES TERRITOIRES

En Afrique de l’Ouest, la croissance urbaine atteint des proportions importantes. Sous l’effet de la croissance démographique, les villes auparavant considérées comme « secondaires » grandissent rapidement et les villages sont de plus en plus densément peuplés, brouillant la frontière entre milieu rural et milieu urbain. Pour les ONG de développement traditionnellement actives en milieu rural comme le Grdr, cette évolution traduit des problématiques nouvelles. Des questions telles que le traitement des eaux usées et des déchets, de la durabilité de l’habitat et de l’approvisionnement alimentaire des villes prennent de l’ampleur. Avec en arrière-plan des défis majeurs tels que l’insertion professionnelle des jeunes (les moins de 25 ans représentent désormais plus de 50% de la population de ces territoires), souvent confrontés au chômage ou à la précarité.

L’idée est de faire émerger, autour de cet objectif d’amélioration du cadre de vie des habitants, des dynamiques économiques durables. Les activités du Grdr impliquent fortement les autorités décentralisées et déconcentrées locales, la société civile et les autorités traditionnelles, mais aussi les centres de formation professionnelle, afin que tous les acteurs concernés soient associés à la réflexion autour de ces enjeux. L’objectif étant de faire émerger un entrepreneuriat innovant et créateur d’emplois autour de ces filières.

C’est dans cette logique que le Grdr a mis en œuvre en 2015 divers programmes autour de ces questions.

À Sélibaby, le Grdr agit pour améliorer le traitement des eaux usées dans divers quartiers de la ville, avec une forte mobilisation de la main d’œuvre locale. À Canchungo, il contribue à améliorer l’habitat de familles des quartiers pauvres. Parallèlement, des formations sur les métiers du bâtiment ou en plomberie vont permettre à des jeunes de développer leurs compétences et de proposer leur savoir-faire à des ménages souhaitant à leur tour avoir accès à ce type de services. À Dakar, le Grdr a mené une étude sur l’approvisionnement urbain, permettant de mettre en évidence les menaces qui pèsent sur le système alimentaire de la capitale sénégalaise et de proposer des solutions alternatives, telles que le développement de l’agriculture urbaine. Une étude qui s’inscrit dans la durée, puisqu’elle sert de socle au programme *Système Alimentaire Durable et lutte contre la Malnutrition à Dakar* (SAD-MAD), lancé en mars 2016. L’idée est de lutter contre la vulnérabilité alimentaire dans la région de Dakar, en valorisant la production agricole locale et en mettant en relation des producteurs locaux avec des cantines scolaires de la ville. Un programme qui pourrait être décliné dans la ville de Ziguinchor en Casamance.



PROJET DE PROMOTION ET DE RÉALISATION D'UN HABITAT DURABLE AU PROFIT DES FAMILLES VULNÉRABLES DE LA VILLE DE CANCHUNGO

Pays : Guinée-Bissau // **Localisation :** Canchungo (environ 11 600 habitants lors du recensement de 2009) // **Financement :** Fondation Abbé-Pierre, Union Européenne, AFD

OBJECTIFS Améliorer les conditions de vie de 150 familles de la communauté urbaine de Canchungo en réhabilitant leur habitat à travers un processus d'aménagement concerté. Faciliter l'insertion professionnelle et économique de 200 jeunes et femmes issus des quartiers défavorisés. Promouvoir des techniques d'aménagement et de construction durables sur le plan social et environnemental.

RÉSULTATS

- + Une étude préalable sur le profil socio-économique de 617 ménages a permis de déterminer les familles bénéficiaires, sur la base de critères prenant en compte leur vulnérabilité.
- + 9 maisons de familles vulnérables vivant à Canchungo ont été entièrement rénovées avec des matériaux locaux. 10 autres maisons ont fait l'objet d'une réfection de leur toiture. (80 maisons supplémentaires seront rénovées d'ici juin 2017).
- + 147 maçons locaux sont engagés pour la rénovation de ces habitations.
- + Mise en place d'un fonds d'appui pour les activités « vertes » génératrices de revenus (dont 75% dirigées vers des initiatives féminines et 25 % portées par des jeunes). Ce fonds a permis la création de 133 emplois, de soutenir 53 microentreprises en difficulté et d'accroître la production maraîchère locale de près de 50%.

TÉMOIGNAGE DE MME CADI BALDÉ, BÉNÉFICIAIRE DU PROJET « HABITAT » À CANCHUNGO

“ J'ai 66 ans et je vis dans le quartier de Pendaï avec une famille de 17 personnes. J'habitais dans une vieille maison de 6 chambres, à côté de celle de mon oncle. La maison était totalement dégradée et je ne disposais d'aucun moyen pour la réhabiliter. Pendant l'hivernage, l'eau s'infiltrait et abimait encore plus le bâtiment. Nous n'arrivions pas à dormir tranquillement pendant cette période, car nous n'étions pas en sécurité dans ce bâtiment qui menaçait de tomber. Grâce au Grdr et à la Fondation Abbé Pierre, on a pu réhabiliter cette maison. Nous en sommes très heureux ! Et j'espère que d'autres familles pauvres du coin auront autant de chance que nous... ”





LE PLAN CLIMAT TERRITORIAL INTÉGRÉ DE LA VILLE DE DAKAR

Pays : Sénégal // **Localisation :** Dakar et sa région
Financement : Fondation Nicolas Hulot

OBJECTIFS Elaborer un programme d'actions s'intégrant dans la stratégie du Plan Climat Territorial Intégré (PCTI) de la région de Dakar. Approfondir la problématique de l'approvisionnement alimentaire de la région de Dakar : étudier les vulnérabilités alimentaires en lien avec les enjeux sociaux, écologiques et fonciers.

RÉSULTATS

- + Un diagnostic sur les vulnérabilités de la région de Dakar face au changement climatique a été établi.
- + Publication de l'étude «Le système alimentaire de la région de Dakar» (mars 2015) qui met en avant que le système alimentaire de Dakar est menacé par des facteurs socio-économiques qui aggravent les effets du changement climatique.

LE PROJET EAUX-USÉES À SÉLIBABY

Pays : Mauritanie // **Localisation :** Commune de Sélibaby (Guidimakha) // **Financement :** Union Européenne

OBJECTIFS Élaborer le plan d'assainissement de la commune et améliorer le cadre de vie des habitants de Sélibaby. Traiter les eaux usées et lutter contre la prolifération des maladies provoquées par celles-ci.

RÉSULTATS

- + Une étude de référence sur la situation dans la commune de Sélibaby a été réalisée et a servi de base à l'élaboration d'un plan d'assainissement.
- + 166 puits, pris en charge financièrement par des ménages de la commune, avec l'appui du projet, ont été construits pour faciliter l'écoulement des eaux usées (84 puits supplémentaires sont prévus en 2016 pour un total de 250).
- + De nombreuses opérations de communication (à travers les comités de quartier, des émissions de radios...) pour sensibiliser d'autres habitants et les encourager à faire construire de nouveaux puits.

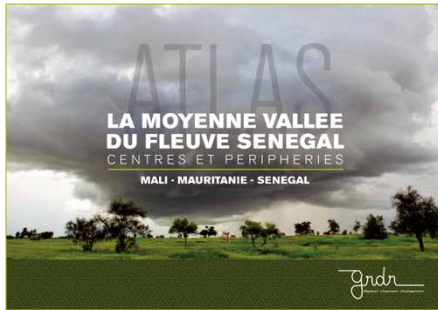


PUBLICATIONS & PRODUCTIONS

DU GRDR EN 2015

Toutes les publications sont disponibles sur notre site internet www.grdr.org

1



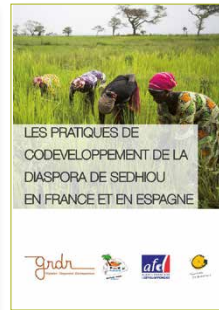
LES PUBLICATIONS

- 1 L'Atlas de la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal
- 2 Le Guide « Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Mauritanie »
- 3 L'étude sur les « pratiques de co-développement de la diaspora de Sédhiou en France et en Espagne »
- 4 Le guide sur « l'éducation à la

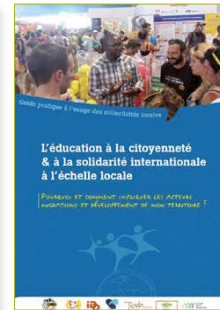
2



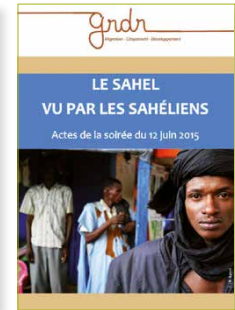
3



4

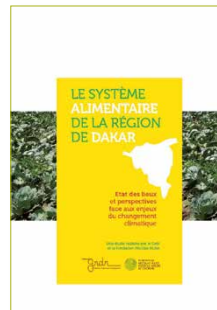


5

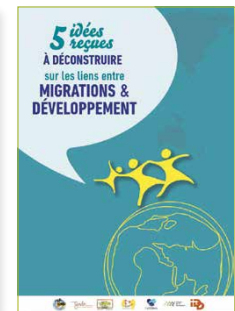


citoyenneté et à la solidarité internationale à l'échelle locale »

- 5 « Le Sahel vu par les Sahéliens », les actes de la rencontre « Un Sahel riche de ses mobilités »
- 6 L'étude sur « Le système alimentaire de la région de Dakar »
- 7 le guide « 5 idées reçues à déconstruire sur les liens entre Migration & Développement »



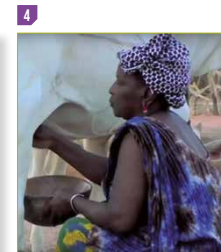
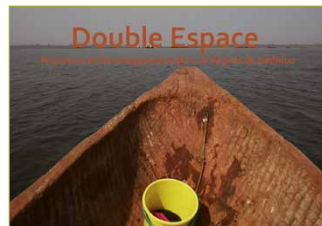
6



7

LES ÉTUDES

- L'étude « La dimension locale de la dialectique Migration-Développement – le cas France-Sénégal »
- Le plan communal d'action opérationnelle et stratégique d'assainissement de la commune de Sélibaby
- L'étude sur les filières lait, sorgho et patate douce dans le Gorgol
- 2 études techniques et foncières de 3 départements du Gorgol
- L'étude de caractérisation des palmiers à huile et de ses sous-produits (région de Ouonck, Casamance)
- La monographie et le plan d'action prioritaire de Bouly
- Une base de données et un répertoire sur les mobilités humaines en région de Sédhiou
- Étude sur le profil socio-économique des ménages de la ville de Canchungo
- Étude sur la situation de référence économique de la région de Cacheu
- Diagnostic sur les Associations de Gestion Locale Collective (AGLC) de Bouly (Mauritanie)



- Étude sur l'engagement associatif des jeunes issus de la migration subsaharienne, en partenariat avec l'Université Paris VIII, le FORIM et la Ligue de l'Enseignement des Yvelines

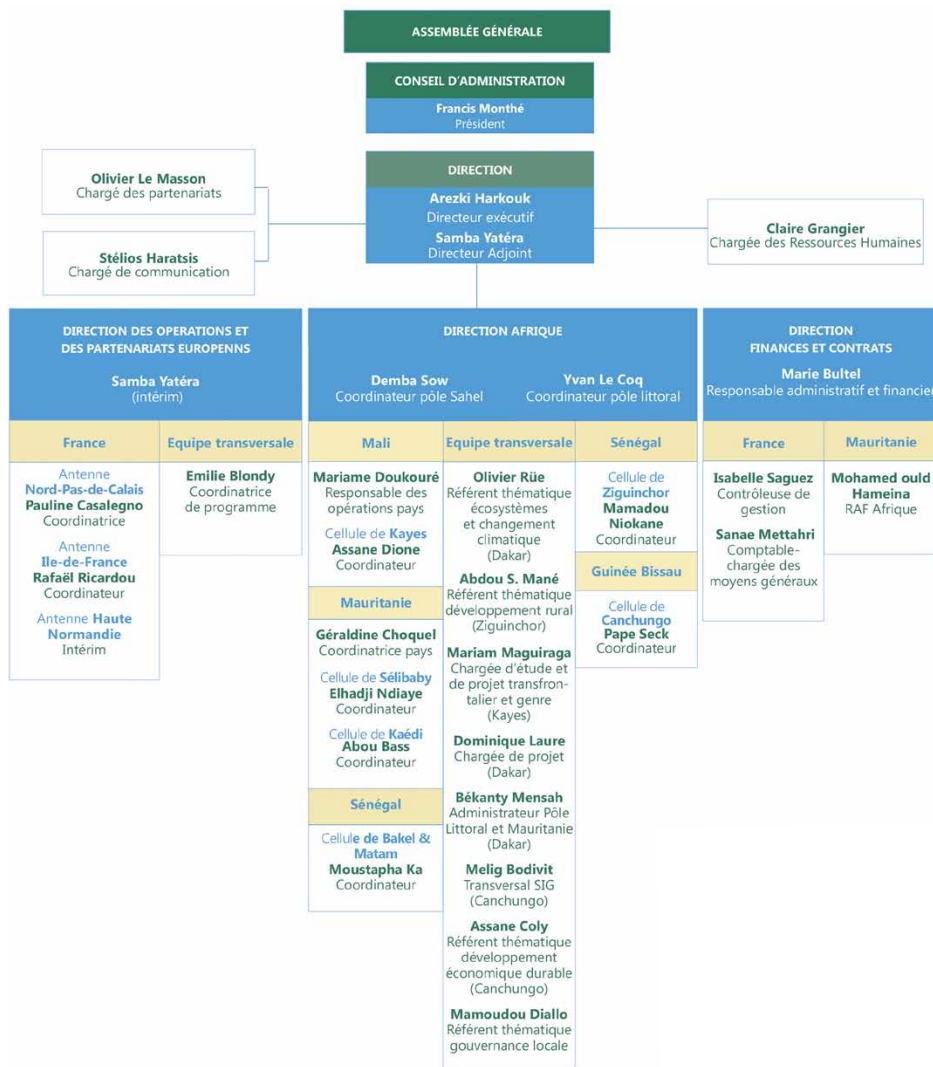
LES FILMS ET DOCUMENTAIRES

(Disponibles sur notre site internet et sur notre chaîne Youtube : GRDR1969)

- 1 « *Double espace : migrations et développement dans la région de Sédhiou* » réalisé par **Jeff Russell**
- 2 Le webdocumentaire « *Femmes immigrées âgées, bien vieillir en France* » réalisé en partenariat avec le média associatif **Africultures**
- 3 « *Sur les traces de l'Eau en Mauritanie* » réalisé par **Isselmou Taj Dine et Tah Sidi**
- 4 « *Le projet de valorisation du petit élevage dans le Gorgol* » réalisé par **Zein Elabidin Mohamed**
- 5 Le teaser sur l'*Ecole Régionale des Projets (ERP)* réalisé par **Tiphaine Guignat**

ORGANIGRAMME

au 31 décembre 2015



LES CELLULES ET ANTENNES

SIÈGE SOCIAL

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex-
France
Tél : +(331) 48577580
Fax : + (331) 48575975
grdr@grdr.org

PÔLE FRANCE

Grdr Ile-de-France

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex-
France
Tél : +(331) 48577580
antenne.idf@grdr.org

Grdr Nord-Pas-de-Calais

Maison de l'ESS -
235 boulevard Paul Painlevé
59 000 Lille - France
Tél : +(333) 20428311
antenne.npdc@grdr.org

PÔLE SAHEL

Coordination Mali

Badala Sema Gesco
Rue 139 - Porte 328
BP E 3360 Bamako – Mali
Tél : +(223) 20222589
afrique@grdr.org

Grdr Kayes

Rue 136 Porte 37 Legal Segou
BP 291 Kayes - Mali
Tél : +(223) 21522982
mali@grdr.org

Coordination Mauritanie

E Nord 163
BP 2013 Nouakchott
Mauritanie
Tél /fax : +(222) 45256492
mauritanie@grdr.org

Grdr Kaédi

Quartier Latin
BP 136 Kaedi – Mauritanie
Tél : +(222) 45335045
kaedi@grdr.org

Grdr Sélibaby

Quartier Collège
BP 91 Sélibaby – Mauritanie
Tel : +(222) 45344347
selibaby@grr.org

Grdr Bakel et Matam

Route de l'Hôpital BP 18,
Bakel – Sénégal
Tél: +(221) 339398035
bakel@grdr.org

PÔLE LITTORAL

Coordination Pôle Littoral

Bairro Ajuda, 1° faxe, trasei-
ras mesquita Attadamu (RAJ)

Bissau – Guinée-Bissau
Tél : +(245) 969085106
pole.littoral@grdr.org

Grdr Ziguinchor

Avenue Emile Badiane
BP 813 Ziguinchor – Sénégal
Tél : +(221) 339912782
Fax : +(221) 339912789
ziguinchor@grdr.org

Grdr Canchungo

Avenida Tititna Sila
Canchungo, CP 573 – Bissau
Tel. : +(245) 5268621
cacheu@grdr.org

Grdr Dakar

Villa n°8733, Liberté 6 extension
Dakar – Sénégal
Tél : +221 33 867 39 61

LES FINANCES

DU GRDR EN 2015

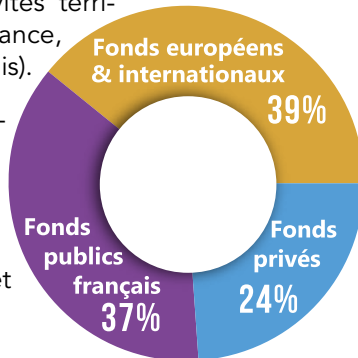
Le budget exécuté en 2015 est de 4,6 millions d'euros.

ORIGINE DES RESSOURCES

En 2015, la première source de financements du Grdr provient des fonds publics européens & internationaux soit 39% du budget mobilisé, essentiellement auprès de la commission de l'union européenne (23%), du FIDA, de la BAD et diverses subventions des 3 Etats du bassin du fleuve Sénégal.

Les fonds publics d'origine française constituent 37% du budget 2015 (dans les mêmes proportions qu'en 2014). Ces fonds sont financés par l'Etat (ministères), par l'AFD ainsi que par les collectivités territoriales (Régions Ile-de-France, Centre et Nord-Pas de Calais).

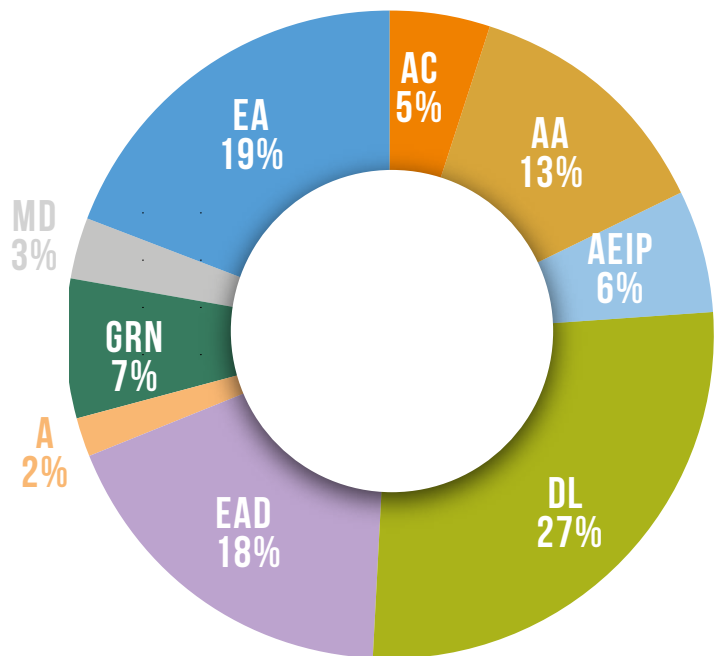
Enfin, la part des financements privés (prestations et marchés publics) a augmenté de 6% par rapport à l'année 2014 et représente désormais 24% du budget du Grdr.



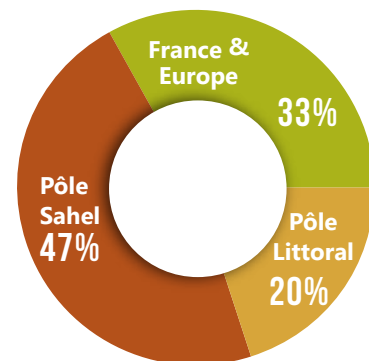
NATURE DES ACTIVITÉS

L'activité du Grdr en 2015 s'est déployée sur cinquante-neuf conventions de financement, réparties autour des axes principaux que sont le développement local (27%), l'eau et assainissement (19%), l'éducation au développement (18%), l'agriculture et alimentation (13%), la gestion des ressources naturelles (7%) et l'appui à l'entrepreneuriat (6%). Le Genre, l'accès aux droits et à la citoyenneté, la migration et développement, bien que transversales à plusieurs programmes, ont bénéficié de ressources dédiées à hauteur de 10% du budget.

Cette typologie ne doit pas nous faire oublier que les activités agricoles et alimentation se recoupent souvent avec l'appui à l'entrepreneuriat et à l'insertion professionnelle ou encore avec la gestion des ressources naturelles. De nombreuses activités consistent à accompagner des micro-entrepreneurs (collectifs ou individuels) ruraux dans des pratiques commerciales porteuses et respectueuses des ressources naturelles. De même, la dimension « Genre » ne peut être en réalité dissociée d'aucune de nos activités.



AC	Accès aux droits et Citoyenneté	A	Autres
AA	Agriculture et Alimentation	GRN	Gestion des Ressources Naturelles
AEIP	Appui à l'entrepreneuriat et Insertion Professionnelle	MD	Migration et développement
DL	Développement Local	EA	Eau et Assainissement
EAD	Education au développement		



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'ACTIVITÉ [^]

En 2015, la plus grande partie des activités du Grdr se sont déroulées sur le Pôle Sahel, qui représente près de la moitié de l'activité globale du Grdr (47%).

L'activité en France et en Europe a **significativement augmenté** et représente désormais 1/3 de l'activité du Grdr (33%).

Le Pôle littoral, créé plus récemment (2011) continue à **développer son activité** entre le programme « *Vers une gouvernance concertée des écosystèmes du littoral* », lancé en 2014, et ses axes Habitat et Environnement. Il représente désormais 20% de l'activité globale du Grdr.

LE GRDR DANS LES RÉSEAUX

EN FRANCE ET EN EUROPE

COORDINATION SUD se donne pour mission d'appuyer la professionnalisation des 169 ONG françaises qui en sont membres et de représenter leur position auprès des institutions publiques et privées. En 2015, un groupe de travail de CSUD s'est réuni pour mener une « animation prospective CSUD 2030 » qui livre des analyses, des projections et des défis utiles à la réflexion du collectif. Par ailleurs, les associations membres ont participé à la consolidation du dialogue avec l'AFD et le Ministère des Affaires Etrangères dans le cadre des travaux qui ont suivi l'élaboration du Cadre d'Intervention transversal AFD-ONG. Au niveau européen, CSUD a revu sa stratégie Europe pour être davantage présent et actif au sein du réseau CONCORD et s'est également mobilisé lors de la COP 21.

Arezki HARKOUK, Directeur exécutif du Grdr, est membre du Conseil d'Administration de CSUD. Le Grdr a été actif dans les commissions « Europe », « financements publics français » et « Climat et Développement ». Enfin le Grdr a participé au comité de pilotage de l'étude FRIO (un dispositif d'appui à la profession-

nalisation des ONG mis en place par Coordination Sud) intitulée « Diversité d'appartenance aux réseaux internationaux : un changement d'échelle à la hauteur des finalités recherchées ? »

LE GROUPE INITIATIVES réunit 10 ONG au sein d'un espace d'échange et de réflexion afin de mutualiser expériences et savoir-faire. L'année 2015 a été marquée par le lancement du nouveau triennal 2015-2017 articulé autour des axes : production de connaissances et de pratiques sur des sujets d'actualités et diffusion auprès des professionnels et des institutions de développement et de solidarité internationale. En juin 2015, Pierre JACQUEMOT a succédé à Christian LESPINATS au poste de Président du Gi. En 2015, la première journée d'étude avait pour thème « Coopérer en milieu urbain : Quelles stratégies des OSI pour des politiques urbaines inclusives ? » (St Louis et Dakar).

Francis MONTHÉ et Arezki HARKOUK sont mobilisés au sein du CA et le Grdr héberge actuellement Jérémy CASTEUBLE, coordinateur du réseau. En 2016, le Grdr sera chef de file de la journée d'étude intitulée « Quelle prise en charge des risques projets par les organisations de solidarité internationale ? ».

LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT (CRID)

est un collectif d'une cinquantaine de membres associatifs et syndicaux rassemblés autour d'une vision de la solidarité internationale qui repose sur le partenariat et l'éducation au développement. En 2015, le CRID, partie prenante de la campagne « *Action Mondiale contre la Pauvreté* » (AMCP), a été actif pour identifier les Objectifs de Développement Durable (ODD), leurs cibles et les indicateurs de suivi. Le CRID continue à animer le groupe « *Des Ponts pas des murs* » (DPPDM) qui analyse l'évolution des politiques migratoires à l'échelle européenne et construit un plaidoyer autour de l'accès aux droits pour tous.

Emilie BLONDY et Olivier LE MASSON assistent aux rencontres de DPPDM et aux réunions de l'AMCP. Depuis octobre 2015, ils sont aussi membres, aux côtés notamment du CRID et du FORIM, du groupe de travail informel « Migration-Développement » du Conseil National pour le Développement et la Solidarité Internationale (CNDSI) aux côtés du CRID et du FORIM.

LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (CFSI)

regroupe une vingtaine de membres qui s'unissent pour affronter les principaux enjeux du futur (justice sociale et réduction des inégalités, économie au service de l'homme, partage équitable et gestion durable des ressources naturelles de la planète). Trois axes thématiques structurent l'action du réseau depuis 2014 : comment nourrir le monde ? Comment

coopérer autrement en acteurs de changement ? Comment promouvoir une économie au service de l'homme ?

Pauline CASALEGNO représente le Grdr au Comité de Direction du CFSI. Germain LABONNE est membre du comité de pilotage du programme « coopérer autrement ».

EU-NOMAD est un espace de dialogue européen créé en 2007 afin de valoriser les pratiques qui articulent les migrations, le développement, la citoyenneté et l'intégration. Le réseau fait l'objet d'une étude de cas dans le cadre de l'étude FRIO. Dans le contexte européen marqué par ces problématiques migratoires, la plateforme France d'Eu-NOMAD s'est réunie en décembre pour mettre en débat les conclusions de cette étude.

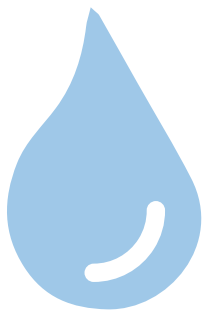
Le Grdr est un des membres fondateurs (2007) et Émilie BLONDY assure le secrétariat de la plateforme France. Le Grdr, le Forim et Alianza por la Solidaridad sont actifs dans le cadre du Groupe « Migration » de Concord.

LE F3E est un centre de ressources, autour des questions de solidarité internationale et de développement, qui agit en faveur de l'innovation et de la professionnalisation des acteurs du secteur. L'année 2015 a permis de valider le travail d'évaluation et d'animation prospective à échéance 2025. Le F3E a également redéfini son plan d'action triennal 2016-2018 et affiné sa stratégie à moyen terme. Le réseau participe aussi activement au réseau Barefoot.

Olivier LE MASSON est membre du Conseil d'administration du F3E pour deux années depuis juin 2014. Il a été membre du comité de pilotage de l'évaluation (2015) et du comité de suivi du programme PRISME (programme de renforcement de capacités des ONG) (2015-2016).

LA COALITION EAU regroupe 28 ONG environnementales et de Solidarité Internationale qui œuvrent à la promotion de l'accès à l'eau et à l'assainissement durable pour tous. La Coalition Eau est active dans le plaidoyer européen et mondial pour le maintien d'un Objectif pour le Développement Durable (ODD) sur l'eau et l'assainissement. Elle s'implique également en France auprès des Agences de l'Eau pour garantir l'esprit de la loi Oudin-Santini qui engage les acteurs de l'eau et de l'assainissement dans la solidarité internationale.

LE PROGRAMME SOLIDARITÉ-EAU (PS-Eau) vise à accroître et améliorer les actions en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement.



EN AFRIQUE DE L'OUEST



LE CONGAD (Conseil des ONG d'Appui au développement, Sénégal) compte 178 organisations membres, sénégalaises, africaines, européennes, américaines et internationales. Il s'est fixé pour objectif de relever les défis de la mondialisation par l'émancipation économique, sociale, culturelle et politique des populations en renforçant l'influence du mouvement des ONG dans le développement.

Le Grdr de Ziguinchor est membre du CONGAD régional.

LA FECONG (Fédérations des Collectifs d'ONG, Mali) est une plateforme de réflexion et d'action pour les collectifs et réseaux d'ONG. Il concourt à l'élaboration, à la promotion et à la défense des politiques de développement au Mali. La FECONG assure le secrétariat du FOSC (Forum des Organisations de la Société Civile), interlocuteur des pouvoirs publics maliens et internationaux, notamment depuis la crise politique de 2012.

Le Grdr de Kayes est membre de la Coordination régionale de Kayes de la FECONG

LE FONGIM (Forum des ONG internationales au Mali) est un regroupement de 70 ONG internationales au Mali qu'il représente lors d'ateliers, séminaires ou conférences. Il assure la diffusion de l'information auprès de ses membres

et est une force de plaidoyer et de représentation sur les politiques nationales et internationales. En octobre 2015, le FONGIM a rédigé aux côtés du Conseil national de la société civile (CNSC) et du Forum des organisations de la société civile (FOSC) une contribution pour la Conférence internationale pour le redressement et le développement économique du Mali organisée au siège de l'OCDE à Paris.

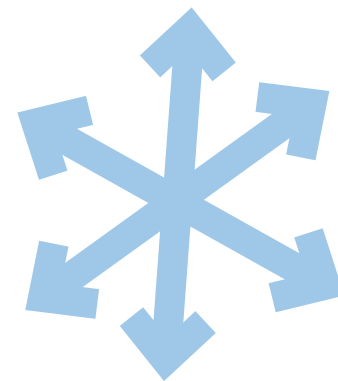
Le Grdr est membre de la commission de sécurité depuis 2011. Il s'est aussi inscrit fin 2014 aux groupes de travail « sécurité alimentaire » (Demba SOW), « Efficacité du développement » (Mariame DOUKOURE) et « énergie et climat » (Mbarik COULIBALY). Par ailleurs, le Grdr a participé - pour le compte de CSUD et aux côtés du FONGIM - à la conférence de l'OCDE le 22 octobre à Paris.

LE PRCM Le Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Cap Vert, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone) est un espace d'intérêt stratégique pour nombre d'activités économiques et pour près de la moitié des 35 millions d'habitants de ces pays. Le PRCM est régi par une charte d'adhésion évolutive qui identifie les règles et critères d'adhésion de ses membres.

Le Grdr est membre du collège des associations internationales du PRCM depuis 2015.

LE COLLECTIF « 5 DELTAS » (Delta du Sénégal, du Siné Saloum, de la Gambie, du fleuve Casamance et du Rio Cacheu) : ce collectif dont le Grdr est membre fondateur, regroupe des acteurs locaux et européens (ONG) rassemblés depuis 2013 autour d'une vision commune (« Permettre aux habitants des régions littorales de vivre durablement des ressources locales »), de compétences complémentaires et d'un engagement durable à ces territoires depuis plusieurs décennies.

Les organisations se sont réunies à plusieurs reprises en 2015 et début 2016 pour rédiger une note d'analyse sur les problématiques migratoires dans les 4 régions transfrontalières (Mauritanie/Sénégal, Sénégal/Gambie, Gambie/Sénégal, Sénégal/ Guinée Bissau) où interviennent les membres du collectif.



AU MAGHREB

LE PROGRAMME JOUSSOUR OU PROGRAMME CONCERTÉ PLURI-ACTEURS (PCPA-ALGÉRIE)

est un dispositif de coopération de société civile à société civile, associant les pouvoirs publics locaux et nationaux. Une vingtaine de collectivités territoriales sont membres du PCPA Algérie de part et d'autre des deux rives de la Méditerranée. Depuis sa création en 2007, Joussour agit en faveur de la jeunesse et de l'enfance en Algérie en partenariat avec les pouvoirs publics. Joussour se donne comme objet stratégique de renforcer la reconnaissance de l'utilité sociale du secteur associatif en Algérie. Le réseau bénéficie du soutien financier de l'AFD.

Le Grdr a été membre du comité de pilotage de décembre 2012 à octobre 2014. Il a invité deux représentants de l'association El Ghaïth au Forum « Développement local » de St Louis (avril 2014). Un projet commun a vu le jour en 2015 à Bordj Bou Arreridj sur le thème du Développement Durable et de la concertation pluri-acteurs. Enfin, le programme « Innov'asso » en partenariat avec 3 autres associations membres de Joussour Batik international, le Flambeau vert et Nour - a été sélectionné par l'Algérie dans le cadre du programme d'Appui Jeunesse-Emploi (PAJE financé par l'Union Européenne) pour être développé à Oran et Khenchela autour des métiers et compétences du secteur associatif au service de l'employabilité des jeunes Algériens. En novembre 2015, le Grdr s'est rendu à la première Université d'automne de Joussour sur le thème « Partageons nos savoirs ».

LE PROGRAMME SOYONS ACTIF/ACTIVES OU PCPA-TUNISIE

(pilote par Solidarité Laïque) a été lancé en 2014 dans la foulée du « printemps arabe » après plusieurs mois de discussions entre ONG françaises et tunisiennes. L'Assemblée plénière s'est réunie en janvier 2015 pour adopter une charte et définir les principes de fonctionnement. Des premières actions concrètes ont été proposées dès 2015 autour de trois axes : le cycle sur les droits humains, le cycle sur le pluri-acteurs et le cycle sur la cartographie citoyenne. Les membres ont aussi élaboré le plan d'actions de la phase 2016-2018 autour de trois thématiques structurantes et trois fonds spécifiques : le fonds pour les actions territoriales et pluri-territoriales, le fonds pour les actions nationales et le fonds pour la démocratie participative. Des critères spécifiques à chacun des fonds ont été validés.

Le Grdr est membre du PCPA depuis décembre 2014. Il participe aux réunions des acteurs du programme en France (Paris, juillet 2015 et Montpellier, septembre 2015) et met en avant sa volonté de contribuer à la méthodologie du (co-)développement local ainsi que la promotion de l'ouverture des territoires tunisiens par les « mobilités » dans les politiques locales de développement.

NOS PARTENAIRES

INSTITUTIONS PUBLIQUES

- & Ministères français (Affaires Etrangères et Développement International, Affaires Sociales, Jeunesse et des Sports, Intérieur (Directions Accueil, Accompagnement des Etrangers et de la Nationalité, Ville Jeunesse et des Sports)
- & Les Ambassades de France au Mali, en Mauritanie et au Sénégal
- & Agence Française de Développement
- & Ambassade de France (SCAC) en Mauritanie
- & L'ACSE nationale et régionale (France)
- & DRJSCS Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Haute-Normandie (France)
- & Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE)
- & CGET Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (France)
- & Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (France)
- & Agences de l'eau : Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Seine-Normandie (France)
- & Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie (France)
- & Direction Nationale des Collectivités Territoriales (DGCT) (Mali)
- & Directions Régionales de la Santé de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- & Directions Régionales de l'Agriculture de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- & Directions Régionales du Développement Sociale et de l'Économie Solidaire des régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- & Direction Nationale de l'agriculture (Mali)
- & Direction Nationale des Frontières (Mali)
- & Commissariat à la Sécurité Alimentaire (Mali)
- & Chambre Régionale des Artisans de Kayes (Mali)
- & Gouvernorat de Kayes et Koulikoro Agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE) et l'agence nationale pour l'emploi des jeunes (APEJ)
- & Direction Nationale des Collectivités territoriales (Mauritanie)
- & Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Action Régionale – (DATAR-Mauritanie)
- & Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS-Mauritanie)
- & Cabinets de planification régionale de Cacheu et de Oio (Guinée Bissau)
- & Agence de Développement Régional de Kayes (ADR)
- & Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (Direction de la Décentralisation, Direction des Stratégies de Développement Territoriale) – Sénégal
- & ARD de Matam, Tambacounda, Sédhiou et Ziguinchor (Sénégal)
- & Chambre de commerce et Chambre des métiers de Ziguinchor
- & Direction de l'Assainissement (Sénégal)
- & Comités départemental de développement de Bakel, de Sedhiou, d'Oussouye (Sénégal)
- & Agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE) et l'agence nationale pour l'emploi des jeunes (APEJ)
- & Direction Nationale des Collectivités territoriales (Mauritanie)
- & Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Action Régionale – (DATAR-Mauritanie)
- & Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS-Mauritanie)
- & Administrateurs de secteurs en régions de Cacheu
- & Directions de l'hydraulique et de l'assainissement (Mauritanie)
- & Ville de Sélibaby (Mauritanie)
- & Communes du Gorgol et du Guidimakha (Mauritanie)
- & Projet National Aftout Sud Karakoro (PASK II – Mauritanie) Rattachement au ministère de l'agriculture ;
- & Projet d'appui à la Société Civile (PESCC – Mauritanie) – Rattachement à la direction de la société civile – Financement UE
- & Projet National Intégré dans le Secteur de l'Eau en milieu Rural (PNISER – Mauritanie) – rattachement à la direction de l'hydraulique – Financement BAD
- & Cabinets de planification régionale de Cacheu et de Oio (Guinée Bissau)
- & Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (Direction de la Décentralisation, Direction des Stratégies de Développement Territoriale) – Sénégal

- & ARD de Matam, Tambacounda, Sédhiou et Ziguinchor (Sénégal)
- & Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) - Mali
- & Chambre de commerce et Chambre des métiers de Ziguinchor
- & Direction de l'Assainissement (Sénégal)
- & Comités départementaux de développement de Bakel, de Sédhiou, d'Oussouye, Ziguinchor et Bignona (Sénégal)
- & Agence du Développement Régional (ADR) de Kayes.
- & Délégation Interministérielle à la Lutte contre le racisme et l'antisémitisme (DILCRA)

AUTORITÉS LOCALES

- & Comité d'Etat de la ville de Canchungo
- & Conseil Régional de Kayes
- & Conseil Régional de Koulikoro
- & Conseil Départemental d'Oussouye
- & Conseil Départemental de Sédhiou
- & Conseil Départemental de Tambacounda
- & Conseil Départemental de Matam
- & Conseil Départemental de Bounkilling
- & Conseil Départemental de Goudomp
- & Conseil Régional Ile-de-France
- & Conseil Régional Centre-Val de Loire
- & Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais

- & Conseil Régional Haute-Normandie
- & Conseils départementaux du 62, 76, 78, 91, 93
- & Conseil de cercle de Kayes
- & Groupements d'Intérêt Communautaire de Bakel
- & Groupement d'intérêt communautaire du Bossea
- & Communauté de Communes du Cœur d'Ostrevent
- & Plaine Commune
- & Est Ensemble
- & Syndicat des eaux : SIARCE, SEDIF
- & Mairie de Rouen
- & Mairie de Montreuil
- & Mairie d'Aubervilliers
- & Mairie de Lille
- & Mairie de Lille
- & Mairie de Paris
- & Mairie de Saint-Denis
- & Mairie de Bakel
- & Mairie de Kidira
- & Mairie de Sélibaby
- & Mairie de Tambacounda
- & Conseil départemental de Bakel
- & Commune de Dembanané
- & Commune de Ouonck
- & Commune de Coubalan
- & Commune de Niamone
- & Commune de Tenghory
- & Commune de Djembering
- & Commune de Djibabouya
- & Commune de Marsassoum
- & Commune de Bémet Bédjini
- & Commune de Sansamba
- & Mairie des Parcelles Assainies
- & Mairie de Wakhinane Nimzatt
- & Mairie de Thiaroye sur Mer
- & Mairie de Rufisque Nord
- & Association des Maires et

- Parlementaires du Gorgol
- & Association des Maires du Guidimakha

PARTENAIRES ASSOCIATIFS EN AFRIQUE DE L'OUEST

- & AMPG et AMaiG - Mauritanie
- & CNOP - Mali
- & ACD - Mali
- & Asprofer (Mali)
- & AOPP (Mali)
- & AGED et CIDS
- & RHK (Mali)
- & Chambre Régionale d'Agriculture de Kayes et de Koulikoro (Mali)
- & Coordinations Régionales des ONG de Kayes et de Koulikoro (Mali)
- & Conseil patronal de la région de Kayes (CPRK)
- & EMDK (Mali) et EMDS (Sénégal)
- & URCAK (Mali)
- & Réseau Régional des femmes élus (Mali)
- & WILDAF (Mali)
- & ODELADEMO (France/Mali)
- & Chambre Régionale de l'Agriculture (Mali)
- & Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM, Mali)
- & AMASSA Afrique Verte Mali
- & CICODEV Afrique
- & ACD ENDA Pronat (Sénégal)
- & CNCR (Sénégal)
- & CRCR - Ziguinchor (Sénégal)
- & CRCR - Dakar (Sénégal)
- & FONGS

- & Forum des ONG Internationales au Mali (FONGIM)
- & Plates-formes des acteurs eau et assainissement Matam Tambacounda
- & Réseau des CLCOP de Bakel et Kanel
- & CONGAI (Guinée Bissau)
- & COAJQO (Guinée Bissau)
- & KAFO (Guinée-Bissau)
- & AD (Guinée-Bissau)
- & Univers-sel (Guinée Bissau, Sénégal)
- & IDEE Casamance (Guinée Bissau, Sénégal)
- & USE (Sénégal)

PARTENAIRES ASSOCIATIFS EN FRANCE

- & Action Aid (Sénégal)
- & CORENA Tambacounda (Sénégal)
- & EDM Matam (Sénégal)
- & Initiatives Conseil Développement (ICD) - Mali
- & Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières - Mali
- & Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES) - Mali
- & ECODEV (Mauritanie)
- & TENMIYA (Mauritanie)
- & AMAD (Mauritanie)
- & Vision du Sud (Mauritanie)
- & Nature Mauritanie (Mauritanie)
- & Association « Je m'engage » (Mauritanie)
- & REPAM (Réseau Eau Potable et Assainissement en Mauritanie)

- & COM (Groupe de coordination des ONG internationales en Mauritanie)
- & Réseau National de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RENAPESS) - Mali
- & Réseau des Maisons familiales Rurales- Mali
- & Association Malienne des Expulsés (AME) - Mali
- & ACORD - Mali
- & AZHAR - Mali
- & Conseil National de la Jeunesse - Mali
- & Coordination Régionale de la jeunesse - Mali
- & Association des jeunes du Diafounou - Mali
- & Radio rurale de Kayes (Mali)
- & Babyloan - France/Mali
- & CCFD - Terre Solidaire
- & Secours Catholique / Caritas
- & La Cimade
- & CUF
- & France Volontaires
- & Cari GTD
- & GAME
- & GARD Canada
- & Association Aubervilliers - Bouilly pour le Développement et l'insertion (ABDI)
- & Eau vive
- & FORIM
- & AGDF (Guidimakha Danka)
- & CADERKAF (Coordination de Kayes)
- & HCME (Haut-Conseil)
- & ADPE (Guinée Bissau)
- & Immigration-Développement-Démocratie (IDD)
- & RAME

- & FADERMA (Matam, Sénégal)
- & CNJMF (Mali)
- & Deuxième génération (Mali)
- & Diasma (Mali)
- & CEFOM
- & Centre social J2P
- & Centre social Étincelles
- & AFAS association des femmes africaines solidaires
- & Centre social J2P
- & Centre social Etincelles
- & Service Coopération Développement
- & Lianes Coopération
- & UNADEL/ADELS
- & Centre d'animation Curial
- & Ligue de l'enseignement
- & Maison des Associations de Tourcoing
- & Rencontres Audiovisuelles

COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

- & Commission Européenne
- & AECID Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (Espagne)
- & Fonds International de Développement Agricole (FIDA)
- & Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- & Coopération japonaise (JICA)
- & Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- & Organisation Internationale des Migrations (OIM)
- & Coopération Suisse

- & Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA)
- & Comité Inter-Etats pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)
- & Coopération américaine (USAID)
- & Comité Inter-états pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)

ETABLISSEMENTS ET LABORATOIRES DE RECHERCHE

- & Université Paris-8
- & CERDI
- & IRTS
- & IRD
- & IPDSR (UCAD)
- & Université de Nouakchott
- & Université Assane Seck de Ziguinchor
- & Université Gaston Berger de Saint Louis
- & IFAN (UCADakar)
- & CEPED
- & Universcience - Cité des Métiers
- & ISRA BAME (Casamance)
- & Institut Polytechnique Rural de Katibougou.

FONDATEMENTS

- & Fondation Abbé Pierre
- & Fondation Michelham of Hellingly
- & Fondation de France

- & Fondation Seed
- & Fondation RAJA
- & Fondation Anna Lindh
- & Fondation pour la Nature et l'Homme
- & Fondation SNCF
- & Fondation Energies pour le monde
- & Fondation Ensemble
- & Fondation Farm
- & Fondation Intervida

AUTRES PARTENAIRES

- & Cémis (Belgique)
- & Musée de l'histoire de l'immigration (ex CNHI)
- & Burgéap

BANQUES

- & Banque de l'Afrique Occidentale (BAO)
- & Crédit Coopératif.

NOS PROGRAMMES

DL	Développement Local	IP	Insertion Professionnelle
AE	Appui à l'Entrepreneuriat	MD	Migration et développement
AA	Agriculture et Alimentation	DP	Dialogue Politique
EA	Eau et Assainissement	EAD	Education au développement
GRN	Gestion des Ressources Naturelles	GP	Genre et Participation
AC	Accès aux droits et Citoyenneté		

1. LES PROGRAMMES DU PÔLE FRANCE-EUROPE

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Ile-de-France	Initiatives citoyennes pour le développement durable (Ici DD)	MD	Permettre aux habitants en Ile-de-France d'être des acteurs à part entière des processus de décisions concernant l'aménagement et l'amélioration de leur cadre de vie. Renforcer les compétences des associations, notamment de jeunes, pour démultiplier les actions de sensibilisation. Favoriser l'implication de jeunes franciliens dans le champ du développement durable.	Le public francilien, jeunes des établissements scolaires et des centres sociaux, associations de jeunes, acteurs du développement durable, pouvoirs publics...	Région Île-de-France, CCFD 20 000€
		EAD			
Ile-de-France	Ecole Régionale des Projets (ERP)	IP	Favoriser l'insertion socio-économique des migrants éloignés de l'emploi, par l'acquisition de compétences, la mise en relation, l'appui de projets d'activités économiques. Promouvoir la diversité culturelle comme outil de prévention de la discrimination cumulée.	Migrants (parcours d'emploi et porteurs de projets économiques), associations, institutions, partenaires techniques et opérationnels, intermédiaires de l'emploi	Région Île-de-France, 60 000€
		AE			
Ile-de-France	Programme de promotion socioprofessionnelle des migrants (PPSPM)	IP	Favoriser l'insertion socio-économique des migrants éloignés de l'emploi, par l'acquisition de compétences, la mise en relation, l'appui de projets d'activités économiques.	Migrants (parcours d'emploi et porteurs de projets économiques), associations, institutions, partenaires, intermédiaires de l'emploi	DRJSCS, Région Île-de-France, Plaine Commune 60 000€
		AE			
Ile-de-France	Programme de soutien et de valorisation des Initiatives Féminines	GP	Favoriser les processus d'insertion sociale et citoyenne des femmes et les consolider à travers le renforcement des compétences et l'appui-conseil.	Femmes immigrées, associations, institutions, professionnels de l'action sociale et économique	Région Île-de-France, Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis 20 000€
		IP			
		AE			
Ile-de-France	Appui aux mouvements associatifs migrants	MD	Contribuer à la structuration et au renforcement des associations des migrant(e)s subsahariens(nes) et leur mise en réseau en Île-de-France.	Associations de migrants OSIM, coopérations décentralisées, acteurs solidarité internationale	Région Île-de-France, FDRVA, CCFD 45 000€
		AC			
Ile-de-France	Accompagnement des familles primo-arrivantes et soutien à la réussite scolaire des enfants	AC	Renforcer l'implication des familles dans le suivi scolaire et améliorer leur relation à l'institution scolaire. Développer un réseau d'acteurs actifs en vue de mieux faire connaître les dispositifs.	Enfants/élèves Familles enseignants et personnels éducatifs professionnels, Associations Institutions	Région Île-de-France 7 500€
		IP			

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Ile-de-France	Programme d'accompagnement pour l'accès aux droits des personnes âgées immigrées et lutte contre l'isolement	AC	Favoriser l'accès aux droits sociaux et de santé des personnes âgées immigrées et lutter contre leur isolement.	Personnes âgées immigrées, professionnels, institutions	Mairie Aubervilliers, FAMI, Région Ile-de-France 105 000€
Nord-Pas-de-Calais	Territoires Solidaires - Région Nord Pas de Calais	MD	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les parcours migratoires pour mieux vivre ensemble sur les territoires d'accueil. - Appuyer et accompagner des projets de coopération entre les territoires. - Alimenter le plaidoyer et les débats publics sur les questions de migration-citoyenneté et développement. 	OSIM, Collectivités Locales, collèges, acteurs du milieu rural, associations de solidarité internationale	Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, Conseil Général Pas-de-Calais, ADVA, SNCF 100 000€
		EAD			
Nord-Pas-de-Calais	Accompagnement des femmes immigrées et des acteurs locaux pour l'intégration et une valorisation des publics accompagnés	AC	Lever les freins que rencontrent les femmes immigrées vieillissantes pour l'accès aux droits socio-sanitaires, lutter contre leur isolement et permettre aux intervenants sociaux de mieux appréhender les enjeux de cette situation.	Femmes immigrées et associations, professionnels et bénévoles travaillant auprès des femmes immigrées	Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI), Fondation De France, CUCS, Secours Catholique 80 000€
		GP			
Haute-Normandie	Formation, information et mise en réseau des acteurs intervenants auprès du public primoarrivants	AC	Améliorer la qualité des interventions des professionnels dans les domaines sociaux et médico-sociaux auprès du public migrant âgé afin de contribuer à une meilleure prise en charge du public migrant vieillissant et notamment des femmes.	Acteurs intervenant dans les domaines sociaux et médico-sociaux de Haute-Normandie d'Ile-de-France	DRJCS, DAAEN 37 000€
Pôle Europe	Étude « La dimension locale de la dialectique migration et développement - le cas France-Sénégal »	MD	Dégager les pistes qui permettront d'intégrer la mobilité comme facteur de développement à l'échelle des territoires. Proposer des outils d'expérimentation pour permettre aux acteurs des collectivités territoriales et aux migrants d'optimiser ensemble leurs pratiques.	Collectivités territoriales	AFD 40 000€
Pôle Europe	Les Organisations de Migrants pour le Développement pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (« Les OMD pour les OMD »)	EAD	Renforcer les capacités des associations de migrants dans la construction d'une offre d'éducation à la solidarité internationale. Valoriser leur rôle dans l'atteinte et la redéfinition des OMD. Proposer de nouveaux outils pédagogiques et de plaidoyer en France et en Europe pour valoriser le rôle des migrants en faveur du développement durable aussi bien au « Sud » qu'au « Nord ».	En France, Espagne et Italie : associations et fédérations de migrants d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, acteurs de solidarité internationale, collectivités locales, établissements d'enseignement, institutions nationales et européennes	UE, AFD 1 185 000€ (2013-2015)
Pôle Europe	Mission d'appui sur l'intégration du facteur mobilité dans les stratégies de développement local en Tunisie	MD	Dégager les pistes qui permettront d'intégrer la mobilité comme facteur de développement à l'échelle des territoires. Proposer des outils d'expérimentation pour permettre aux acteurs des collectivités territoriales et aux migrants d'optimiser ensemble leurs pratiques.	Institutions tunisiennes (ONM, MAS, OTE, CPSC...) OIM, GIZ, acteurs de la région de Kasserine	AFD, ICMD 10 000€

2. PROGRAMME TRANSVERSAL

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Kayes – Nord- Pas-de- Calais	Penser les mobilités au sein de l'économie sociale et solidaire comme levier pour coopérer autrement, en s'appuyant sur les territoires du Nord-Pas-de-Calais et de Kayes.	MD	Alimenter une innovation sur la migration dans le développement économique des territoires d'origine et d'accueil des migrants à travers l'articulation entre économie solidaire, mobilité internationale et coopération décentralisée.	EMDK, Migrants, Collectivités en Régions de Kayes, Nord-Pas-de-Calais Picardie, Réseaux ou structures d'accompagnement des projets économiques	CFSI, et ses partenaires financiers (AFD, Fondation Abbé Pierre) 101 620 € sur 30 mois
		EAD			
		AE			

3. LES PROGRAMMES DU PÔLE SAHEL

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Bakel, Kayes, Sélibaby, Kaédi	Dialogue politique concerté sur la sécurité alimentaire dans les territoires transfrontaliers du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso (DIAPOCO)	AA	Renforcer les capacités des organisations paysannes, de leurs membres et des élus des collectivités locales afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les zones transfrontalières et enclavées.	Organisations paysannes (OP) de base, Conseils Régionaux de Kayes, Matam, Tambacounda, Fédérations d'éleveurs, etc.	AFD, CCFD-TS Développement & Paix 1 608 320 €
		DP			
Bakel, Kayes, Sélibaby, Kaédi	Gouvernance Citoyenne des Territoires du bassin du Fleuve Sénégal	DL	Accompagner les déclinaisons territoriales des politiques de décentralisation des 3 pays et renforcer les acteurs locaux dans leur capacité de dialogue avec les pouvoirs publics nationaux et sous régionaux. Améliorer les conditions de vie des populations à travers la mise en œuvre de stratégies territoriales de développement économique ciblant notamment les initiatives des femmes et des jeunes.	Les populations des 5 régions du bassin du fleuve Sénégal, les collectivités locales et leurs partenaires de coopération décentralisée, les Agences de développement régional (ADR, ARD), les producteurs, les associations de jeunes et de femmes, les associations de migrants en France	AFD, UE, CCFD-TS, Fondation Michelham, CFSI 2 590 287€ sur 3 ans
Kaédi	Projet d'Appui à la Promotion de l'Agriculture Familiale dans le Gorgol (PAPA)	AA AE	Le projet vise à promouvoir des initiatives agropastorales à travers la valorisation des produits locaux (lait, patate douce, maraîchage, aviculture).	Producteurs locaux	CFSI, Fondation de France 49 708 €
Kaédi	Projet de Valorisation des Produits du Petit Elevage et de Gestion des parcours agropastoraux dans le Gorgol (PROVAPEG)	AA AE	Contribuer à l'amélioration de la productivité du petit élevage, à la valorisation des produits animaliers, à la salubrité des denrées alimentaires d'origine animale (lait et viande) et à la santé des populations.	Coopératives féminines, ménages ruraux, acteurs de la filière Bétail viandes (bouchers, courtiers, transformateurs), Communes, Services techniques Régionaux), Organisations Agropastorales	UE, CCFD, CFSI 534 000€ (2012-2015)

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Kaédi	Programme d'appui aux filières porteuses dans le Gorgol (PAFIP)	AA	Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au développement économique régional en accompagnant des acteurs de la filière patate douce, sorgho et lait.	Producteurs locaux, l'association des Maires et Parlementaires du Gorgol (AMPG) et l'Association Mauritanienne pour l'Auto-développement (AMAD)	Région Centre, CFSI 62 000€
		AE			
Kaédi	Aménagement des eaux de surface	GRN	Réaliser la phase préparatoire des aménagements des barrages à Mbout, Ould Yengé et Kankossa: diagnostics socio-économiques et socio-fonciers, ententes foncières, études de mini barrages.	Communautés agropastorale des départements de Mbout (Gorgol), Ould Yengé (Guidimakha) et Kankossa (Assaba)	Programme PASK-FIDA 339 890 €
Kaédi	Renforcement des capacités des organisations de bases du Gorgol (PRECAB-OB)	AE	Structurer et renforcer les capacités techniques, organisationnelles et financières de 58 organisations de base dans 10 communes du pôle Kaédi (Wilaya du Gorgol).	Organisations de la société civile	Union Européenne (programme PESCC) 271 000 euros (2015-2016)
		DL			
Kaédi	Projet de Valorisation des Initiatives Locales de Production et de transformation de la patate douce au Gorgol (PROVILPAG)	AA	Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au développement économique régional à travers un accompagnement des acteurs de la filière patate douce au Gorgol.	Foum Gleïta (Gorgol)	CFSI et Région Centre 107 000€ (2011-2015)
		AE			
		GP			
Sélibaby	Projet d'assainissement autonome des eaux usées de la ville de Sélibaby (Eau usée)	EA	Améliorer durablement l'accès à l'assainissement des ménages de Sélibaby par l'appui à la réalisation d'infrastructures sanitaires permettant d'améliorer la qualité de vie. Faciliter les conditions de circulation dans les villes grâce à une diminution des mares d'eaux usées. Elaboration d'un plan d'assainissement de la ville de Sélibaby.	Commune de Sélibaby, Les habitants et personnes de passage dans la ville de Sélibaby, les leaders de quartiers, Comités d'hygiène et assainissement, les maçons artisans	Union Européenne, Commune de Sélibaby 80 000€ (2014-2016)
Sélibaby	Protection des sols agropastoraux et gestion durable des ressources naturelles du bassin versant du Karakoro (CILS)	GRN	Sécuriser les zones de production agro-pastorale face aux changements climatiques et préserver les potentialités sylvo-pastorales par l'aménagement du bassin versant du Karakoro. Préparer les populations à une gestion durable des ressources naturelles.	Commune de Bouly	CILS 113 355€ (2014-2016)
		AA			
Sélibaby	Gestion durable de la rônèraie du Karakoro, commune de Bouly (GRDK)	GRN	Gérer durablement et de façon concertée l'écosystème de rônèraie de la commune de Bouly, en dotant les communautés locales d'outils adéquats pour une exploitation rationnelle.	Commune de Bouly	Union Européenne 332 000€ (2014-2016)
		DL			
Sélibaby	Projet intercommunal de gestion intégrée des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Karakoro (IGIR)	GRN	Sécuriser les zones de production agropastorale face aux changements climatiques et préserver les potentialités sylvo-pastorales par l'aménagement du bassin du Karakoro et la formation des populations à une gestion durable des ressources naturelles.	ADK et villages de : Campement, de Korokoro et Foulé	Communauté urbaine Grand Lyon, Véolia Eau 51 000€ (2014-2015)
		DL			
		AA			

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Sélibaby	Amélioration durable de l'accès à l'eau potable dans trois localités de la commune de Gouraye (KORKORO)	EA	Améliorer les conditions de vie des populations du Karakoro, Campement et Foulé, en renforçant l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement.		ADK 51 000€
Sélibaby	Projet d'opérationnalisation et de mobilisation des ressources financières au profit des initiatives intercommunales dans le bassin de Karakoro	DL	Appuyer la formation d'une intercommunalité dans le Karakoro en vue d'une gestion commune des ressources naturelles.	Les communes Ould Yengé, Bouly, Souvi, Baédiam et Khabou	SCAC 40 000 € (2015-2016)
Sélibaby et Kaédi	Programme Eau et Assainissement dans le Gorgol et le Guidimakha (PEAGG)	EA DL	Améliorer durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement de 26 localités rurales du Gorgol et du Guidimakha – Renforcer la maîtrise d'ouvrage communale de 8 communes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.	4 communes du Guidimakha – 4 communes du Gorgol – 32 villages – 2400 élèves – 22 maçons locaux – 30.000 villageois – 275 ménages	UE, AFD, AELB, RC, APAUS 3 290 350€ (2011-2015)
Sélibaby et Kaédi	Programme des activités chiffré pour la mise en œuvre de l'approche ATPC dans 70 localités de l'Assaba et du Gorgol	EA	Sensibiliser les ménages sur les questions de l'hygiène et de l'assainissement.	Wilaya de l'Assaba et du Gorgol	Banque Africaine de Développement (BAD) 226 000€ (2014-2015)
Bakel	Développement Economie Durable et Écocitoyenneté (DEDE)	AE AA GRN	Promouvoir la préservation de l'environnement, la prise de conscience de sa richesse et de son rôle dans l'amélioration des conditions de vie à travers la valorisation des produits forestiers sur les marchés urbains.	Les collectivités locales, leurs élus, et les Organisations Communautaires de Base (OCB) tels les Groupements d'Intérêt Économique (GIE), Groupements de Promotion Féminine (GPF), Associations de Jeunes, etc.	CFSI 48 000€
Bakel	Prestation pour la formation et supervision des activités des comités villageois, des relais et des maçons, et la fourniture et le transport des matériaux de construction de latrines dans les sites d'extension dans la région de Matam dans le cadre du projet Hygiass rural	EA DL	Contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement des populations en milieu rural par la réalisation et la promotion de latrines familiales en s'appuyant sur les acteurs locaux (comités villageois, relais et maçons locaux).	Ménages ruraux Collectivités locales Service régional de l'assainissement Brigade régionale d'hygiène.	JICA (prestation), et ménages bénéficiaires 266 000€ (2014-2015)
Bakel	Programme de développement communautaire	DL GP AC	Mettre en œuvre le Programme de Développement Communautaire dans la commune de Bakel à travers une stratégie d'intervention concertée pour contribuer à l'éradication de la pauvreté.	Populations de la commune de Bakel, femmes leaders, enfants inspection de l'Education et de la formation (IEF), CODEC, SDDC, Action sociale Mairie de Bakel	Action Aid International Sénégal 69 000€ (2014)

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Bakel	Renforcer l'Accès et la Compétitivité des Produits Agroalimentaires Ruraux (RACPAR)	AA	Renforcer le fort potentiel des micros-entreprises rurales (MER) afin de consolider les acquis pour promouvoir une agriculture familiale durable et saine pour la commercialisation dans les marchés urbains. Consolider la dynamique entrepreneuriale des MER par le biais du renforcement technique de capacités afin de rendre les produits plus accessibles et plus compétitifs sur les marchés urbains.	L'Unité de transformation laitière de Dembanané, (GIE des femmes), l'Espace d'irrigation de Ngouronne (GPF de Ngouronne), la foresterie sociocommunautaire de Gandé (GIE des femmes), l'unité de transformation céréalière de Bakel (Association Goundeyni) et le Groupement des femmes pour la solidarité de Doundé.	CFSI, Fondation de France Groupements bénéficiaires 42 000€
		DP			
		AE			
Kayes	Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations de l'ACGK	EA	Contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations démunies par le renforcement du pouvoir d'action des acteurs locaux, l'accès durable à l'eau potable et aux meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement.	L'Association des communes du Guidimakha Kafo (ACGK), Les populations de l'intercommunalité de l'ACGK.	Plaine commune, AESN, AGDF 250 000 € sur 2 ans
Kayes	Projet d'Aide aux Personnes Déplacées des régions Nord du Mali et leurs familles d'accueils dans trois régions du Sud du Mali : Kayes, Sikasso et Koulikoro	DL	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et sanitaire des familles déplacées et d'accueil dans les 3 régions du sud du Mali (Kayes, Koulikoro et Sikasso). Renforcer la sécurité alimentaire des familles paysannes vulnérables par l'augmentation de leurs rendements agricoles. Appuyer les banques de céréales des communes d'accueil des personnes déplacées des régions du Nord dans les régions de Kayes et Koulikoro.	Les producteurs agricoles et les banques de céréales des régions d'accueil des personnes déplacées.	Fondation de France 25 000 €
		AC			
		MD			
		DP			
Kayes	Espace migration développement dans la région de Kayes 2014-2015 : Projet de Renforcement des Liens « Dynamiques Territoriales et Mobilités » consolider l'animation de l'EMDK	AC	Formuler une stratégie régionale migratoire en région de Kayes.	Structures membres de l'Espace Migration Développement en Région de Kayes-EMDK ; Collectivités, syndicats de collectivités, migrants de retour, associations de migrants établis en Afrique et ailleurs ; Organisations de la Société Civile ; Services techniques déconcentrés de l'État.	CCFD -Terre Solidaire 10 000 €
		MD			
		DP			
Kayes	Campagne de Plaidoyer sur la Place des Femmes de la Région de Kayes aux Elections Locales (GOUF)	GP	Renforcer significativement la représentation et la participation des femmes rurales au processus décisionnel local (accompagner les femmes pour se positionner significativement dans le processus décisionnel local).	Bénéficiaires directs : 15 communes (9 de l'intercommunalité ACGK, 6 de l'intercommunalité CPD) et la ville de Kayes. 200 femmes leaders, 168 organisations féminines, 123 élu(e)s, 168 leaders communautaires Bénéficiaires indirects: La population des 15 communes d'intervention. L'Association Professionnelle des Femmes Rurales (ASPROFER) et le réseau des femmes leaders de Kayes sont les partenaires.	CCFD -Terre solidaire 5 000 €
		AC			

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Kayes	Odelademo Maraichage Komodindé	AA	Améliorer la sécurité alimentaire à travers l'accès des producteurs du village aux intrants maraichers par la mise en place de fonds de roulement des semences gérées par le groupement féminin. Assurer le suivi du périmètre maraicher et des sessions de renforcement de capacités à l'endroit des femmes.	Femmes du village (bénéficiaires directs) les habitants de Komodindé et des villages environnants (bénéficiaires indirects)	ODELADEMO 6 000 €
Kayes, Koulikoro	Projet d'accompagnement des migrants de retour	AC AE IP	Contribuer à la réinsertion des migrants de retour dans leur pays d'origine en les accompagnants dans des activités génératrices de revenus : le maraichage et l'embouche.	Migrants de retour	OFII 54 000 €
Kayes	Programme d'appui à la filière bananes de Kéniéba (PAFIBAK)	AE DP	Renforcer la « production » et la « commercialisation » de la filière banane en appuyant spécifiquement l'entreprenariat féminin en milieu rural et l'équipement des producteurs de bananes dans trois communes du Cercle de Kéniéba en Région de Kayes.	Les populations des 3 communes (Dabia, Kéniéba et de Sitakily) d'intervention (77 390 habitants) ; Les producteurs de bananes des trois communes (Dix (10) coopératives / groupements, soixante-cinq (65) productrices et producteurs individuels de banane.	Fondation Michelham UE et AFD 120 000€ sur 2 ans (2013-2015)
Kayes, Koulikoro	Distribution de céréales dans les cercles de Kayes et de Kolokani - Bamako	AA	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et sanitaire des familles déplacées et d'accueil dans les 3 régions du sud du Mali (Kayes, Koulikoro et Sikasso). Renforcer la sécurité alimentaire des familles paysannes vulnérables par l'augmentation de leurs rendements agricoles. Appuyer les banques de céréales des communes d'accueil des personnes déplacées des régions du Nord dans les régions de Kayes et Koulikoro.	Les populations identifiées vulnérables des 10 communes bénéficiaires du cercle de Kayes.	Commissariat à La Sécurité Alimentaire (CSA) Mali 21 762 €

3. LES PROGRAMMES DU PÔLE LITTORAL

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Bailleur
Ziguinchor, Canchungo	Vers une gouvernance concertée des territoires du littoral	DL AE GP GRN	Accompagner les collectivités locales, les autorités et les usagers des ressources naturelles dans la formulation d'arrangements institutionnels. Parvenir à une gestion concertée, durable, équitable et sécurisée des ressources naturelles. Améliorer les capacités d'adaptation des systèmes d'activités ruraux face aux changements globaux, en particulier en ce qui concerne les agricultures familiales, la production vivrière locale, l'alimentation des villes en produits locaux, et les pratiques s'inspirant de l'agroécologie.	Institutions de recherche-développement (Université de Ziguinchor, IRD), collectivités locales d'ici et de là-bas, services déconcentrés, ONG locales et internationales (Univers-sel, CONGAI, IDEE Casamance...), associations de producteurs et d'usagers de ressources naturelles (CRCR Ziguinchor...) et associations de ressortissants des zones littorales (ADPE, FACE...), ARD Sédiou, Cabinet régional de planification en Guinée Bissau.	AFD, UE, CFSI, Fondation SEED, Coopération Suisse 3,1 millions d'euros sur 4 ans
Ziguinchor	Projet huile de palme Ouonck (SEED)	AA AE DL	Accompagnement de 9 groupements féminins de la communauté rurale de Ouonck afin qu'ils améliorent, en quantité et en qualité, leur production d'huile de palme et d'huile de palmiste. Il s'agit également de favoriser durablement leur insertion sur les marchés porteurs et leur contribution à la préservation des espaces forestiers.	GIE Kadiamor Mairie d'Ouonck Les usagers des palmiers à huile de la Commune de Ouonck CLCOP de Ouonck	Seed Fondation, AFD 69 000 €

Cellule	Programme	Thème	Objectifs	Bénéficiaires et partenaires	Baillleur
Ziguinchor	Projet d'Appui aux Initiatives de Co-Développement Economique Local dans la région de Sédhiou-PAICODEL-S	MD	Collecter des données, produire des connaissances et créer les espaces de dialogue sur le thème « Migration-Développement ». Renforcer le rôle des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre projets de co-développement économique. Sensibiliser les administrations locales sur l'ampleur et l'impact du phénomène migratoire dans une des régions les plus concernées du Sénégal.	Représentants de l'Agence Régionale de Développement de Sédhiou. Les associations de citoyens en Afrique de l'Ouest et en Europe et leurs partenaires en matière de coopération décentralisée. Les départements de Sédhiou, Bounkiling et Goudomp Les communautés de Sédhiou.	UE, AFD, Confédération Suisse, 178 000€
		DP			
		AE			
Ziguinchor	Approvisionnement des cantines scolaires et des marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains	AA	Approvisionnement des cantines scolaires et des marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains avec les produits des producteurs des quartiers péri-urbains. Il s'agit également d'accompagner les femmes productrices péri-urbaines de Ziguinchor dans le maraichage agro-écologique au niveau des rizières.	CRCR Ziguinchor, Mairie de Ziguinchor Femmes maraichères des quartiers de kandialang, Colobane et Lindiane Acteurs des cantines scolaires à Ziguinchor (IEF, PAM, Gestionnaires des cantines scolaires, APE des écoles élémentaires, CSA...).	CFSI, AFD 130 000 €
		DL			
		AE			
Canchungo	Projet de promotion et réalisation d'un habitat durable au profit des familles vulnérables de la ville de Canchungo (FAPH)	DL	- Améliorer les conditions de vie de 150 familles vulnérables de Canchungo en réhabilitant leur habitat et leur inclusion dans un processus d'aménagement concerté. - Faciliter l'insertion professionnelle et la promotion économique de 250 jeunes et femmes issus des quartiers de la ville et les amener à maîtriser les techniques de construction durable permettant de valoriser les matériaux locaux.	Populations de Canchungo (11 600 habitants), Administration de Canchungo, Professionnels du secteur du bâtiment, jeunes et femmes.	Fondation Abbé Pierre AFD, UE 1,1 million d'euros
		AE			
		IP			
Canchungo	Appui au développement d'une filière huile de palme durable en région de Cacheu	AA	Améliorer et faire reconnaître sur les marchés urbains de Bissau, de Dakar et de Ziguinchor la qualité de l'huile de palme produite par 6 groupements de femmes de Cacheu, Canchungo et Caio dans la région de Cacheu. Contribuer à améliorer la gestion des espaces agroforestiers villageois.	Groupements villageois, transformateurs, commerçants, habitants des 6 villages cibles, autorités locales (chefs de villages, régulo), consommateurs urbains.	Fondation de France, AFD, UE 138 901 €
		AE			
Canchungo	Projet d'appui au développement territorial de la région de Cacheu (PADETEC)	DL	Contribuer à la création, au niveau régional, d'un environnement institutionnel favorable pour lutter contre la pauvreté et pour l'amélioration des conditions de vie de la population.	Autorités locales, services déconcentrés et acteurs de la société civile impliqués dans le développement de la région. habitants de la région (200 000 personnes).	UE, AFD, FAP 603 853 €
		DP			
Canchungo	Projet d'appui aux jeunes et aux femmes de la région de Cacheu (PAJEF)	GP	Contribuer à l'émergence d'un environnement propice à une meilleure insertion économique et de meilleures conditions de vie pour les jeunes et femmes dans la région de Cacheu.	2000 jeunes, dont 65% de femmes, de la région de Canchungo. Instituts de formations, micro-entrepreneurs, autorités locales et services déconcentrés.	UE, AFD, FAP 567 799 €
		AC			
Dakar	Approvisionnement alimentaire et PCTI de la région de Dakar (FNHD)	AA	Élaborer un programme d'actions s'intégrant dans la stratégie du Plan Climat Territorial Intégré de la région de Dakar. Approfondir la problématique de l'approvisionnement alimentaire de la région de Dakar : étude sur les vulnérabilités alimentaires en lien avec les enjeux sociaux, écologiques et fonciers.		Fondation Nicolas Hulot, CFSI, FAO 110 000€
		DP			
Dakar	Promotion des produits locaux et durables dans la restauration collective scolaire en région de Dakar	AA	Contribuer à la mise en place d'un système alimentaire durable en région de Dakar en rapprochant les cantines scolaires des producteurs et transformateurs familiaux membres du CRCR Dakar.	Cadre Régional de Concertation des Ruraux (CRCR) de Dakar 4 écoles élémentaires publiques et les organisations de producteurs membres du CRCR Dakar.	Fondation de France, FAO, CRCR Dakar 115 568€
		DL			
		AE			

BAKEL BAMAKO BISSAU CANCHUNGO DAKAR ILE-DE-FRANCE KAEDI KAYES
LILLE MONTREUIL NOUAKCHOTT ROUEN SÉLIBALY ZINGUINCHOR MALI SÉNÉGAL
GUINÉE-BISSAU MAURITANIE FRANCE EUROPE AFRIQUE DE L'OUEST MAGHREB

« La mobilité, une ressource durable
pour des territoires solidaires... »


Migration - Citoyenneté - Développement